



Convention on Biological Diversity

Distr.
GENERAL

UNEP/CBD/SBI/1/INF/7
16 February 2016

ENGLISH/FRENCH/SPANISH ONLY

SUBSIDIARY BODY ON IMPLEMENTATION

First meeting

Montreal, Canada, 2-6 May 2016

Item 5 of the provisional agenda*

COMPILATION OF SUBMISSIONS ON THE PROGRESS TOWARDS AICHI BIODIVERSITY TARGET 16 ON THE NAGOYA PROTOCOL ON ACCESS TO GENETIC RESOURCES AND THE FAIR AND EQUITABLE SHARING OF BENEFITS ARISING FROM THEIR UTILIZATION

Note by the Executive Secretary

INTRODUCTION

1. Aichi Biodiversity Target 16 addresses the Nagoya Protocol. It provides that “by 2015, the Nagoya Protocol on Access Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization is in force and operational, consistent with national legislation.”
2. With a view to gathering information for assessing progress in achieving Aichi Biodiversity Target 16, a notification was sent respectively to Parties and to non-Parties in December 2015 (2015-142 and 2015-141). As of 12 February 2016, the Executive Secretary had received submissions from the following Parties to the Protocol: Benin, Comoros, Côte d'Ivoire, Croatia, Democratic Republic of the Congo, Denmark, Dominican Republic, Ethiopia, European Union, Hungary, India, Mexico, Niger, Peru, Philippines, South Africa, Spain, Sudan, Switzerland, Togo, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Viet Nam, and from the following non-Parties to the Protocol: Bangladesh, Belgium, Costa Rica, Germany, Italy, Japan, Serbia and Swaziland.
3. The information contained in the submissions was taken into account in the analysis of progress towards Aichi Biodiversity Target 16 presented in document UNEP/CBD/SBI/1/3.
4. The Executive Secretary is circulating herewith, for the information of participants in the Subsidiary Body on Implementation, a compilation of submissions received in response to the above mentioned notifications. Submissions are presented in the form and languages in which they were received by the Secretariat.

* UNEP/CBD/SBI/1/1/Rev.1.

TABLE OF CONTENTS

SUBMISSIONS RECEIVED FROM PARTIES.....	3
BENIN	3
COMOROS.....	6
CÔTE D'IVOIRE	7
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	8
DOMINICAN REPUBLIC	11
ETHIOPIA	13
EUROPEAN UNION	14
Germany (non-Party)	15
Italy (non-Party).....	15
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (Party)	16
Denmark (Party)	17
Spain (Party)	17
Croatia (Party)	18
Hungary (Party)	19
INDIA	20
MEXICO.....	21
NIGER	24
PERU	25
PHILIPPINES	32
SOUTH AFRICA.....	34
SUDAN.....	36
SWITZERLAND	37
TOGO	39
VIETNAM.....	41
 SUBMISSIONS RECEIVED FROM NON-PARTIES	 43
BANGLADESH	43
BELGIUM	44
COSTA RICA.....	45
JAPAN	50
SERBIA	52
SWAZILAND.....	53

SUBMISSIONS RECEIVED FROM PARTIES

BENIN	05 January 2016
Objectif 16 D'ici à 2015, le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation est en vigueur et opérationnel, conformément à la législation nationale	

Le Bénin a désigné un point focal APA, ratifié le Protocole de Nagoya le 22 janvier 2014 et a développé une stratégie nationale de mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'APA avec un cadre opérationnel visant à orienter le Bénin dans l'élaboration de son régime national d'APA. Dans ce contexte, le Bénin s'engage à mettre en place un cadre réglementaire et institutionnel. En outre, l'APA est intégré dans la Stratégie et le Plan d'Action pour la Biodiversité 2011-2020 qui vise notamment à mettre en vigueur et rendre opérationnel le Protocole de Nagoya. Le Bénin a mis en place un comité national APA, composé de représentants de toutes les parties prenantes (9 ministères, ONG, laboratoires et centres de recherche, détenteurs de CT, communautés locales, etc.), responsable du suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale APA. Au niveau national, il n'y a pas encore de législation APA spécifique mais plusieurs textes juridiques contiennent des dispositions en matière d'APA : concernant le partage des avantages, voir par exemple le principe de répartition des revenus issus de l'exploitation du bois et des autres produits forestiers prévu à l'article de la Loi N° 93-009 du 2 Juillet 1993 portant régime des Forêts ou encore l'obligation des chercheurs de communiquer les résultats de leurs recherches aux autorités nationales (par exemple Article 61 de la Loi-cadre N° 2014-19 du 07 Août 2014 relative à la pêche et à l'aquaculture). En ce qui concerne le consentement et la participation, l'un des principes fondamentaux de la politique forestière est la gestion participative des ressources forestières associant les populations riveraines prévue à l'Art. 26 du Décret N° 96-271 du 2/07/96 portant modalité d'application de la loi 93-009 portant régimes des forêts.

Actuellement, plusieurs textes juridiques comme la Loi N° 93-009 du 2 Juillet 1993 portant régime des Forêts sont en cours de révision ou en train d'être précisés par des textes d'applications, voir Loi-Cadre N° 2014-19 du 07 Août 2014 relative à la pêche et à l'aquaculture. Pour la première, on vise à intégrer des dispositions APA lors du processus d'amélioration.

Un des plus grands défis au Bénin est la manque d'un cadre réglementaire national régissant l'APA. Même si certaines législations et textes réglementaires environnementaux ont des dispositions qui abordent quelques facettes d'APA, les instruments juridiques en vigueur au niveau national se rapportent principalement à la protection et la durabilité de la flore et faune et ne prennent pas en compte la matière APA de manière suffisante. Il manque également un cadre juridique spécifique sur les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques. De plus, le Bénin n'a pas encore établi un mécanisme efficace pour traiter des questions transfrontalières. Le processus d'autorisation pour l'accès aux ressources est très bureaucratique et se fait par un grand nombre de différentes institutions nationales (Direction Générale des Forêts et des Ressources Naturelles (DGFRN), Ministère de Recherche, Ministère Agriculture, Ministère Industrie & Commerce, Ministère Santé, etc.). Les procédures d'accès qui varient d'une ressource à une autre sont souvent peu claires et peuvent dissuader des utilisateurs de faire une demande d'accès.

Synthèse diagnostique

Forces / Opportunités	Faiblesses / Lacunes
• Un point Focal APA est nommé • Un comité APA multi parti-prenante existe qui facilite la communication entre les différents ministères et les parties prenantes • Une stratégie nationale en matière d'APA est mise en place • Les modèles de partage des avantages existent dans la législation sur les ressources biogénétiques et dans le contexte des aires protégées • Le principe de participation fait partie de la politique de gestion des ressources naturelles nationales	• L'absence d'un cadre juridique et réglementaire sur l'APA (par exemple en ce qui concerne les processus pour obtenir CPCC et CCCA, ANC) • Pas de législation spécifique protégeant les intérêts et les droits des détenteurs de savoirs traditionnels • Aucun mécanisme n'est en place pour aborder la question des ressources partagées et des savoirs traditionnels entre les juridictions différentes • Le système d'obtention des permis est assez bureaucratique : Plusieurs institutions (p.ex. Min. de l'Environnement / Recherche /Agriculture/ Santé) donnent l'autorisation d'accès et d'utilisation des ressources génétiques pour la recherche fondamentale, la bio prospection et la commercialisation selon le type d'espèces (par exemple foresterie, agriculture, faune). • Les procédures d'accès sont souvent peu claires et peuvent dissuader des utilisateurs de faire une demande d'accès.

Perspectives

- Mettre en place un cadre réglementaire APA transitoire sous forme d'un arrêté afin de garantir la sécurité juridique au niveau national et faciliter la négociation des CCCA pendant cette période avant la mise en place d'une loi APA complète. Les dispositions relatives à l'APA qui existent dans certaines des lois et réglementations en vigueur au Bénin pourraient être exploitées à cet effet.
- Développer un cadre réglementaire pour la protection des CT, entre autre par l'élaboration des droits de protection sur les connaissances des communautés locales.
- Etant donné que l'APA est un sujet nouveau et complexe, des activités de renforcement des capacités pour les juristes nationaux ainsi que des échanges de meilleures pratiques avec d'autres pays sont fortement recommandés.
- Soutenir la désignation et la mise en place d'une autorité nationale compétente avec des responsabilités clairement définis
- Clarifier et simplifier les procédures d'autorisation
- Faire participer les pays voisins afin de clarifier les questions des ressources transfrontalières et des connaissances
- Mise en place des points de contrôle pour soutenir la conformité et pour surveiller l'utilisation des ressources génétiques et des savoirs traditionnels.

Feuille de route

ACTIVITES	SOUS ACTIVITES	DELAI
Mise en place des dispositions transitoires pour l'APA au Bénin		
1- Documenter les procédures d'accès aux ressources existantes au niveau national, de suivi, contrôle et de sanctions (si possible étendre aux pays frontaliers).	1.1.- Collecte de données dans les ministères	Novembre 2015- Mai 2016
	1.2.- Collecte de données dans les pays frontaliers	
	1.3 Elaboration d'un document synthèse sur les données collectées	
	1.4.- Atelier de validation du document synthèse de la revue documentaire et d'approfondissement de la compréhension des procédures existantes.	
2- améliorer les procédures existantes	2.1.- Analyse des implications juridiques ou conflits juridiques existants dans le dispositif de délivrance des permis	
	2.2.- Atelier de validation	
3- Proposition du dispositif national y compris les types de contrats pour la recherche non commerciale et la valorisation des RG, point de contrôle et d'un guide	3.1. Atelier de validation	
	3.2. Suivi de la procédure administrative de signature de l'arrêté interministériel/Décret	
	3.3. Elaboration d'un guide	
	3.4. Former sur / vulgariser le guide, Arrêté interministériel ou Décret élaboré au profit des corps de contrôle existants et autres acteurs de la société civile.	
4. Accords APA – valorisation	Développer des accords formels APA (Créer des expériences par des cas pilotes de recherche non-commerciales et commerciales comme base pour clarifier des procédures d'accès dans la loi unique APA).	
Mise en place d'une loi unique pour l'APA au Bénin		
5. Cadre législatif et réglementaire unique APA		May 2016- mars 2017
6. Désigner une ou des Autorité (s) Nationale(s) Compétente(s)	5.1. Consultation sur le modèle	Juin-nov. 2016
	5.2. Adoption du modèle	pour déc. 2016

Conclusion

En raison de sa stratégie APA existante et grâce au comité APA qui fonctionne relativement bien et comprend les parties prenantes en matière d'APA, le Bénin a une bonne base institutionnelle pour mettre en place son système de réglementation, une autorité nationale compétente et des points de contrôles pour établir le cadre nécessaire pour APA.

COMOROS

09 February 2016

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Moroni, le 01 Février 2016

MINISTERE DE LA PRODUCTION
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ENERGIE,
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS

LE DIRECTEUR GENERAL

N° 16- *14* / MPEEA/ DGEF**A**

Mr Braulio Ferreira de Souza Dias
Executive Secretary
Secretariat of the Convention on Biological
Diversity

Objet : Évaluation des progrès accomplis dans la réalisation de Aichi 16
sur le Protocole de Nagoya

Monsieur le Secrétaire,

suite à la notification 2015-142, publiée le 2 Décembre 2015 relative à l'objet cité en haut, j'ai l'honneur de vous informer que certaines dispositions ont été prises par rapport à la mise en œuvre du protocole de Nagoya notamment la nomination du point focal national sur l'APA.

A l'heure actuelle, l'Union des Comores est en train de travailler avec le PNUD sur un projet qui vise à doter le pays d'une loi et politique sur l'APA.

Un consultant international a séjourné aux Comores pour des échanges entre la Direction Générale de l'Environnement et des Forêts et le PNUD qui ont abouti à la formulation d'un document programmant les activités à mettre en œuvre par le projet au niveau national.

Cependant, le financement n'est pas encore acquis afin de nous permettre de réaliser les activités prévues.

Restant en votre entière disposition pour toute information complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire, l'expression de ma haute considération.

ISMAEL BACHIROU

CÔTE D'IVOIRE

19 January 2016

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT,
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLEREPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
UNION - DÉVELOPPEMENT - TRAVAIL

CABINET



0051/MINEDD/CAB/ONED/KAV

Abidjan, le 15 JAN 2016

A

Monsieur le Secrétaire Exécutif
de la Convention sur la Diversité Biologique
World Trade Centre Building
413 rue Saint-Jacques Street, suite 800
Montréal ; Québec, Canada H2Y, 1N9
Fax : (514) 288 6588

Montréal (CANADA)

Objet : Informations relatives à la mise en œuvre du protocole de Nagoya sur l'APA.

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Par notification en date du 2 décembre 2015 (Réf. : SBI/1/NP/VN/IG/14/8522), vous avez invité les Parties à la Convention sur la Diversité Biologique, à mettre à votre disposition les informations sur la mise en œuvre du protocole de Nagoya sur l'APA.

En retour, je voudrais vous remercier de votre soutien inlassable au processus de ratification et de mise en œuvre du protocole de Nagoya à l'Afrique en général et à la Côte d'Ivoire en particulier.

Pour la requête d'informations, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'une analyse des opportunités et des lacunes politiques, institutionnelles et légales pour ratifier et mettre en œuvre le Protocole de Nagoya et le développement d'un plan stratégique national d'APA ont été réalisés en 2014. Un rapport d'analyse et un document de plan stratégique sont disponibles.

Toutefois, la mise en place de structures institutionnelles, y compris la désignation d'une ou de plusieurs autorités nationales compétentes, et des points de contrôle n'est pas encore effective. Des initiatives sont en cours à cet effet.

Également, des initiatives sont en cours pour l'adoption d'une loi sur l'APA. A cet effet, un projet de loi élaboré et validé suit le processus d'adoption.

Des séances de travail ont lieu avec les parties prenantes notamment les chercheurs, le secteur privé, les tradipraticiens, les communautés etc. en vue d'une mise en œuvre participative et inclusive du protocole de Nagoya sur l'APA.

Enfin, dans le but d'informer, de sensibiliser et de renforcer les capacités des différents acteurs nationaux sur le Protocole de Nagoya sur l'APA, des brochures d'information ont été confectionnées. En outre, quatre ateliers de sensibilisation et de renforcement de capacités des parties prenantes ont été organisés.

Les activités et initiatives se poursuivent pour la mise en œuvre du protocole de Nagoya sur l'APA.

Je vous prie d'agréer, *Monsieur le Secrétaire Exécutif*, l'expression de ma considération distinguée.



Le Directeur de Cabinet

Nasséré KABA

DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

22 January 2016

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Ministère de l'Environnement, Conservation
de la Nature et Développement
Durable



Secrétariat Général à l'Environnement,
Conservation de la Nature et
Développement Durable

Direction de Développement Durable

Kinshasa, le 22 JAN 2016

N° 027/DBD/DDD/SG/ECN-DD/2016

A Monsieur Brulio De Souza Dias
Secrétaire Exécutif de la
Convention sur la Diversité
Biologique
413, Rue Saint Jacques,
à Montréal/Canada

Concerne : Progrès réalisés pour
l'atteinte de l'objectif d'Aichi 16

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Je me réfère à votre notification référencée SCBD/NP/VN/BG/jh/85225 du 02 décembre 2015 relative à l'évaluation des progrès réalisés pour l'atteinte de l'Objectif d'Aichi 16 sur le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.

Pour y faire suite, je vous prie de trouver en annexe à la présente, les informations relatives à la situation de la République Démocratique du Congo.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Exécutif, l'assurance de ma considération distinguée.

Mike IPANGA MWAKU
Chef de Division et Point focal CDB

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Ministère de l'Environnement, Conservation
de la Nature et Développement
Durable



Secrétariat Général à l'Environnement,
Conservation de la Nature et
Développement Durable

Direction de Développement Durable

**PROGRES DANS LA REALISATION DE L'OBJECTIF 16 SUR LE PROTOCOLE DE
NAGOYA SUR L'ACCES AUX RESSOURCES GENETIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET
EQUITABLE DES AVANTAGES DECOULANT DE LEUR UTILISATION**

- a. Ratification : La République Démocratique du Congo est déjà Partie au Protocole de Nagoya
- b. Progrès vers la mise en œuvre :

(i) Mise en place des structures institutionnelles :

Le Correspondant national de la CDB exerce aussi les fonctions de Correspondant pour le Protocole de Nagoya. L'Autorité nationale compétente ainsi que les checkpoints n'ont pas encore été désignés.

(ii) Adoption, développement ou révision des mesures législatives, administratives et de politique sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages :

En février 2014, une nouvelle Loi sur la conservation de la nature a été promulguée. Cette Loi contient quelques dispositions relatives à l'accès aux ressources génétiques, aux connaissances traditionnelles y associées ainsi qu'au partage des avantages issus de leur utilisation.

Lesdites dispositions sont d'ordre général et se limitent à dire notamment que "Sans préjudice des dispositions de la législation régissant les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, l'accès aux ressources génétiques ou savoirs traditionnels associés pour leur exploitation est subordonné au consentement préalable donné en connaissance de cause par le fournisseur et l'utilisateur;"

Aussi, la Loi susmentionnée dispose qu'un Décret délibéré en Conseil des ministres fixe les conditions et les procédures d'obtention du consentement préalable donné en connaissance de cause.

Le processus de l'élaboration dudit Décret est en cours ainsi que le développement de la stratégie nationale relative à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages. Pour ce faire, la République Démocratique du Congo bénéficie de l'appui de la Coopération Allemande au développement (GIZ) et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM-PNUE) dans le cadre de deux projets sous régionaux avec les pays membres de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC).

Fait à Kinshasa, le 22 JAN 2016.

DOMINICAN REPUBLIC¹

09 February 2016

*"Año del Fomento de la Vivienda"*

Señor
Braulio Ferreira de Souza Dias
Secretario Ejecutivo
Convenio de Diversidad Biológica (CDB)
Montreal, Canadá
Su Despacho

Distinguido señor de Souza Dias

Luego de saludarle, nos dirigimos a usted para dar respuesta a la notificación referencia SCBD/NP/VN/BG/jh/85225, sobre la evaluación de los avances en el logro de la meta 16 de Aichi sobre el Protocolo de Nagoya sobre Acceso a Recursos Genéticos y Distribución de Beneficios.

De acuerdo a lo solicitado en dicha notificación, podemos informar lo siguiente:

Punto a)

En la República Dominicana se han venido desarrollando acciones referentes a la implementación del Protocolo de Nagoya sobre Acceso a Recursos Genéticos y distribución de Beneficios. Como bien se estableció en la Meta Nacional 16, de la Estrategia Nacional de Conservación y Uso Sostenible de la Biodiversidad y Plan de Acción (ENBPA), *Para el 2015, el Protocolo de Nagoya sobre Acceso a Recursos Genéticos que de ello se deriven haya entrado en vigor y sea operativo, en concordancia con la legislación nacional.*

La Republica Dominicana ratifico el Protocolo de Nagoya sobre Acceso a Recursos Genéticos y distribución de Beneficios el 13 de noviembre del 2014. Entre las acciones de esta Meta nacional, está el fortalecimiento del marco nacional regulatorio, como parte de esto se cuenta con la Ley Sectorial de Biodiversidad (333-15) la cual forma parte de la base jurídica para la elaboración de un Reglamento de Acceso a Recursos Genéticos y Distribución de Beneficios (ABS). Este Reglamento y la Política de ABS se espera que sean iniciados en el presente año.

Actualmente, el país cuenta con un Reglamento de Investigación el cual ha servido hasta la fecha para la preparación de contrato de Acceso a Recursos Genéticos cuando la investigación lo amerite.

.../

¹ Dominican Republic's ABS legislative measure included in the submission is accessible at <https://www.cbd.int/abs/submissions/Aichi16/DominicanRepublic-law333-15-en.pdf>



Punto b)

La Autoridad Nacional Competente en tema de ABS para la Republica Dominicana es el Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales. La unidad coordinadora de las actividades que se desarrollan es la Dirección de Biodiversidad, a través del Departamento de Recursos Genéticos. Se han identificado Instituciones gubernamentales, no gubernamentales y académicas relacionadas al tema y son las entidades que han venido desarrollando actividades y acciones referentes a la propiedad intelectual, investigaciones, regulaciones, entre otras. Está en agenda, el establecimiento de los puntos de control y las demás autoridades nacionales competentes en ABS.

Punto c)

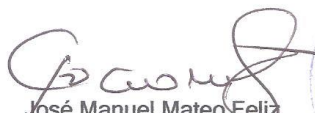
El tema de intercambio de información y de disponibilidad de información relevante, no ha sido de prioridad en comparación con el establecimiento de un marco legal y administrativo.

El país forma parte del Programa ABS-CCAD-GIZ promoción del Potencial Económico de la Biodiversidad de Manera Justa y Sostenible para poner en práctica el Protocolo de Nagoya en Centroamérica y República Dominicana, el cual desarrolla con los países pertenecientes al Sistema de Integración Centroamericana (SICA). Así como también, estará participando en el Proyecto Global ABS (PNUD-GEF). Ambas iniciativas tienen el objetivo de fortalecer las capacidades nacionales para una mejor implementación del Protocolo de Nagoya en el país.

Aprovechamos la oportunidad de dirigirnos a usted para remitir a la Secretaria de la Convención sobre Diversidad Biológica, la Ley Sectorial de Biodiversidad (33-15), aprobada recientemente por el Poder Ejecutivo.

Agradeciendo su atención, se despide,

Atentamente,


José Manuel Mateo Feliz
Director Biodiversidad



JMMF/mh

ETHIOPIA

22 January 2016

በኢትዮጵያ ፌዴራላዊ ዲሞክራሲያዊ ሪፐብሊክ
የኢትዮጵያ ብዙሀን ሕይወት ኢንስቲትዩት



The Federal Democratic Republic of Ethiopia
ETHIOPIAN BIODIVERSITY INSTITUTE (EBI)

ቁጥር

Ref. No.

ቀን

Date

EBI/2525/2008
22 JAN. 2016

To Executive Secretary
Convention on Biological Diversity
Canada

Subject:- Information on progress towards the implementation of
Aichi Biodiversity Target 16

Dear Madam/Sir,

Reference is made to CBD notification No. 2016-012: Assessment of Progress in achieving Aichi Biodiversity Target 16 on the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization, requesting to provide you information on progress towards the implementation of Aichi Biodiversity Target 16.

Therefore, we would like to inform you that we have taken the following steps towards the implementation of the Protocol:

- Designation of competent national authority and Nagoya protocol focal point,
- Reviewing the existing national ABS law to harmonize it with Nagoya protocol,
- Translation of the Nagoya protocol text into three local languages, namely: Amharic, Afan Oromo and Tigrigna, and
- Publishing and distributing the translated NP to different users.
- Awareness raising activities on Nagoya protocol for public and decision makers.

We look forward to working with you,

Sincerely yours,

Gemello Delle Tussio (Dr)
Director General



ስልክ 011-6-612244
ቴሌ 011-6-512023
011-6-615607

ፋክስ 011-6-613722
ፋክስ 011-6-612542
E-Mail: info@ibc.gov.et

ፖ.ሰ.ቁ. 30726
P.O.Box
Web Site: www.ibc.gov.et

አዲስ አበባ ኢትዮጵያ
Addis Ababa Ethiopia

ጥቅም ላይ የዋለውን የጥያቄ ቁጥር ይጥቅማሉ
Please quote our Ref. No. when replying

EUROPEAN UNION

22 January 2016

**Response by the EU and its Member States to Notifications 2015-141 and 2015-142:
Assessment of Progress in achieving Aichi Biodiversity Target 16 on the Nagoya Protocol on Access
to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their
Utilization**

Notifications 2015/141 and 2015/142 invite non-Parties and Parties respectively to inform the Executive Secretary about 1/ progress made towards establishment of institutional structures, including designation of one or more competent national authorities and checkpoints; 2/ progress towards the adoption, development or revision of legislative, administrative or policy measures on access and benefit-sharing; 3/ any other steps taken towards implementation of the Protocol.

The EU and its Member States are pleased to inform about measures taken to implement Articles 15 to 17 of the Nagoya Protocol. Specifically, the EU adopted Regulation (EU) 511/2014 of the European Parliament and of the Council on compliance measures for users from the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilisation in the Union ² on 16 April 2014. The Regulation entered into application together with the entry into force of the Protocol and is directly applicable in all 28 EU Member States.

The Regulation implements the compliance "pillar" of the Protocol, based on the principle of due diligence. It requires that EU Member States designate one or more competent authorities to be responsible for implementation of the Regulation, and it provides for two checkpoints: one at the stage of receiving research funding involving utilisation of genetic resources and traditional knowledge associated with genetic resources, and another one at the stage of final development of a product developed via the utilisation of genetic resources or traditional knowledge associated with such resources. The Regulation provides also for checks on user compliance, which need to be effective, proportionate, dissuasive and able to detect cases of non-compliance with the Regulation. In addition, Member States need to establish penalties applicable to infringements of rules on due diligence and on the checkpoints.

Regulation 511/2014 is complemented by Commission Implementing Regulation (EU) 2015/1866 of 13 October 2015 laying down detailed rules for its implementation as regards the register of collections, monitoring user compliance and best practices. This Regulation entered into force on 9 November 2015³ and provides inter alia detailed rules concerning due diligence declarations.

With regard to other steps taken in order to implement the Protocol, Regulation (EU) 511/2014 provides for a register of collections and best practices, which are voluntary mechanisms expected to enhance compliance with the Protocol. More detailed arrangements for these tools are also enshrined in the Commission Implementing Regulation.

Due to the division of competences between the EU and its Member States, access measures, if any, are taken at Member State and not at Union level.

In the remainder of this submission, EU Member States provide additional information on the designation of competent authorities and penalties under the EU Regulation, and – where applicable – on access measures and national competent authorities designated for that purpose.

Annex I: national contributions from non-Parties

Annex II: national contributions from Parties

² Official Journal L 150/70, 20.5.2014

³ Official Journal L 275, 20.10.2015, S. 4

(<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/AUTO/?uri=CELEX:32015R1866&qid=1447872798629&rid=2>)

Annex I**National contributions to Notification 2015-141****GERMANY**

On 15 October 2015 the German Parliament adopted implementing legislation addressing the obligations under the Nagoya Protocol as well as the Regulation (EU) No. 511/2014. In addition, the German Parliament adopted legislation which will allow Germany to become a Party to the Nagoya Protocol.

According to the German implementing legislation, the Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation, Building and Nuclear Safety (BMUB) remains the ABS National Focal Point, while the Federal Agency for Nature Conservation (BfN) has been designated as the Competent National Authority. The BfN will collaborate with the Federal Agency for Agriculture and Food (BLE) regarding genetic resources for food and agriculture and with the Robert-Koch-Institute in view of human pathogens.

The German Patent and Trade Mark Office will collect relevant information from patent applications and forward them to the BfN.

The German implementing legislation contains all administrative authorisations and measures necessary for the implementation of the Nagoya Protocol and the enforcement of Regulation (EU) No. 511/2014 including penalties and measures in cases of non-compliance. It focusses on user compliance measures, as Germany has decided not to require PIC and MAT for access to genetic resources in Germany.”

ITALY

Italy has been working on the adoption of a comprehensive primary law that will ratify and implement the Nagoya Protocol and, at the same time, ensure the full implementation of the EU Regulation No. 511/2014. The law will both set access and compliance measures.

In July 2015, the draft National law was jointly presented by the Ministry for the Environment and the Ministry for Foreign Affairs to the other Ministries involved in the matter and since then several inter-ministerial consultations have been undertaken. The text is currently under examination.

As soon as the final agreement on the law is reached, which is foreseen to be by the next two months, it will be presented to the Italian Parliament, that would open the National legislative process towards ratification.

Italy expects to ratify the Protocol as soon as possible.

UNITED KINGDOM

The UK has made good progress in achieving Aichi Biodiversity Target 16 of the Nagoya Protocol.

The UK intends to finalise ratification procedures by early February 2016.

In order to encourage compliance under Regulation (EU) 511/2014, the UK has already put in place a civil sanctions regime which has associated criminal penalties. The penalties under this regime are set out in our [Statutory Instrument 2015 No.821](#): http://www.legislation.gov.uk/uksi/2015/821/pdfs/uksi_20150821_en.pdf and is also available on the ABS Clearing House Mechanism.

Additional information about an awareness-raising project carried out by the UK's enforcement authority [NMRO](#) (<https://www.gov.uk/guidance/abs>) is available here: <http://sciencesearch.defra.gov.uk/Default.aspx?Menu=Menu&Module=More&Location=None&ProjectID=19277&FromSearch=Y&Publisher=1&SearchText=WC1113>

A report on 'UK Patent Activity for Genetic Resources and Associated Traditional Knowledge' presents the results of a review of UK patent documents of relevance to the Nagoya Protocol in order to identify clusters of UK research and development activity involving genetic resources and traditional knowledge: <http://randd.defra.gov.uk/Default.aspx?Menu=Menu&Module=More&Location=None&ProjectID=18875> .

Annex II**National contributions to Notification 2015-142****DENMARK**

1. *Progress made towards establishment of institutional structures, including designation of one or more competent authorities and checkpoints*

The Nature Agency is - by the National ABS legislation - appointed as the competent authority to the Nagoya Protocol and the EU ABS Regulation.

2. *Progress towards the adoption, development or revision of legislative, administrative or policy measures on access and benefit sharing*

Denmark adopted the Act on sharing benefits arising from the utilisation of genetic resources 23.12. 2012 ⁱ and it entered into force 12. October 2014 ⁱⁱ. The competent authority – the Nature Agency – has decided – in consultation with the stakeholders - that the Nature Agency is the national checkpoint. Concerning penalties the Act contains penalties regarding infringement of the ABS Protocol whereas it is under consideration whether additional national regulation is needed.

3. *Any other steps*

Denmark has no access legislation.

The Nature Agency is the national authority and the publishing authority to the ABS Clearing House Mechanism.

In order to disseminate ABS information and raise awareness Denmark has a national stakeholder forum and provide ABS information on the Nature Agency website. Moreover, Denmark has - as a partner to the ABS Capacity Development Initiative – been hosting 4 International Business Dialogue Meetings.

ⁱ <https://www.retsinformation.dk/pdfPrint.aspx?id=144940>

ⁱⁱ <https://www.retsinformation.dk/forms/R0710.aspx?id=164936>

SPAIN

En relación con la implementación del Reglamento UE 511/2014, España ha incorporado lo previsto en el mismo a través de la Ley 33/2015, de 21 de septiembre, por la que se modifica la Ley 42/2007 de Patrimonio Natural y de la Biodiversidad (artículos 72 y 74). A través de dicha modificación, se establecen en particular las sanciones (artículos 80 y 81) por el incumplimiento de lo previsto en el Reglamento 511/2014, por las cuales “*se podrá igualmente proceder a la inmediata suspensión de las actividades específicas de utilización del recurso genético en cuestión, como la comercialización de productos basados en los recursos genéticos y conocimientos tradicionales asociados o a la confiscación de los recursos genéticos obtenidos ilegalmente*”.

La modificación de la Ley 42/2007 también ha desarrollado, en el artículo 71, la parte relativa al acceso a los recursos genéticos españoles. En este artículo, se establece que el acceso a los recursos genéticos españoles cubiertos por la norma estará sometido a la obtención del PIC, la negociación de los términos mutuamente acordados y a la obtención de una autorización de acceso, requisitos que deberán ser desarrollados a través del oportuno reglamento de la Ley (Real Decreto) en esta materia. Este artículo igualmente establece: los recursos genéticos y ámbitos cubiertos y excluidos del régimen de acceso; las autoridades competentes para otorgar el PIC, negociar los MAT y la correspondiente autorización de acceso como prueba de haber cumplido con el procedimiento de acceso, según las distintas situaciones. El artículo prevé el establecimiento de un procedimiento de autorización simplificado para el acceso a los recursos genéticos cuando su utilización sea con fines de investigación no comercial y que los beneficios

derivados de la utilización de los recursos genéticos serán destinados principalmente a la conservación de la biodiversidad y el uso sostenible de sus componentes. Por último, se dispone que el acceso a los recursos genéticos podrá estar en cualquier caso limitado o restringido cuando se trate de especies protegidas o de colecta en espacios protegidos.

El reglamento español (Real Decreto) de desarrollo de lo previsto en los artículos 71 y 72 de la Ley 42/2007 será el encargado de establecer las autoridades competentes para la aplicación de los procedimientos previstos en el Reglamento UE 511/2014, así como de establecer tanto los procedimientos concretos de acceso como de cumplimiento. Su aprobación está prevista para los próximos meses.

CROATIA

Republic of Croatia submitted its instrument of ratification to the United Nations Treaty Section in New York on 2 September 2015 and became a Party to the Protocol on 1 December 2015. Some necessary legislative steps had to be taken beforehand which preceded the ratification, such as publishing the Law endorsing the Ratification of the Nagoya Protocol. This Law has been published in the Official Gazette – International Agreements No. 5/2015 on 29 July 2015. So, in regards to the Aichi Target 16, Republic of Croatia fulfilled its obligation of putting in place legislation by 2015 that is operational and consistent with the national legislation.

Under the current Nature Protection Act that has been in force since 6 July 2013, there are several provisions that are relevant to the protection of genetic diversity and directly applicable to the access and utilization of genetic resources of wild species.

Although Nature Protection Act has been published before the time Croatia became the Party to the Nagoya Protocol, Articles 88 to 98 are based on the provisions of the Protocol. In these articles the following ABS elements/measures are covered: Competent National Authority, Access to the genetic resources, Request to access and utilize genetic resources - Procedure for the Prior Informed Consent (PIC), Mutually Agreed Terms (MATs), Non-commercial utilization of genetic resources, Commercial utilization of genetic resources, Scientific opinion of the advisory body (Croatian Agency for the Environment and Nature), Transfer to third parties (legal or natural person has to inform the CNA that issued the permit), Change of intent, Gene banks and other ex situ sources of genetic material, Gene banks and conditions of work, Gene banks (legal person needs a permit from the CNA), Access and utilization of genetic resources from ex situ sources/collections (user needs a permit from the CNA), Records/Database of permits (obligation of the CNA).

Ministry of Environmental and Nature Protection as a Competent National Authority (CNA) responsible for implementation of the Nagoya Protocol issues permits for access to genetic resources of native wild species located in situ, taking into consideration that that activity will not jeopardize the survival of ecosystems and disrupt the population of native wild species to the point of becoming endangered. As exceptions to the prohibited acts and for the purpose of scientific research and education only, the Ministry can issue permits for access to genetic resources of native wild species that are strictly protected under the Nature Protection Act under certain conditions. In any case, the Ministry establishes conditions to ensure proper distribution of benefits that will result from the utilization of genetic material and for that purpose has a mandate to negotiate and conclude contracts with potential users. In some cases, the Ministry also issues permits for access to genetic resources from some ex-situ collections. Legal persons that want to engage in the work of gene banks of wild species should request approval and obtain a permit from the Ministry. From legal and natural persons, the Ministry should receive any information on transfer of genetic material to third parties or any information in regards to the change of intent in the process of utilization of genetic material.

According to the Law endorsing the Ratification of the Nagoya Protocol, there is also one competent authority, the Ministry of Environmental and Nature Protection which also has a mandate to act as a checkpoint that is in line with Article 17.1 of the Protocol.

Further and in regards to the measures taken to implement Articles 15 to 17 of the Nagoya Protocol, EU has adopted Regulation (EU) 511/2014 of the European Parliament and of the Council on compliance measures for users from the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits arising from their Utilization in the Union on 16 April 2014 which is directly applicable in all Member States of the EU.

Act on Implementation of this Regulation has not been finalized yet in the Republic of Croatia for some objective reasons, such as Parliament elections and still on-going process of establishing a new Government. At the same time, consultations in regards to the designation of Competent National Authorities (CNA) responsible for implementation of the EU Regulation are still on-going. SCBD will be informed in due time when this Act will be published and the same information will be registered on the ABS CH. It is expected that the Act on Implementation of the EU Regulation should entry into force during the first seven months of 2016.

According to the EU Regulation, each Member State also needs to establish penalties applicable to infringements of rules on due diligence and on the checkpoints. Provisions on penalties will be defined in the upcoming Act as well. At this moment, it could be confirmed that penalties related to the following obligations under the Regulation will be part of this Act: obligation to exercise due diligence (Article 4.1 of the Regulation), obligation to seek, keep and transfer information and documentation to subsequent users (Article 4.3 of the Regulation), obligation to keep information for 20 years after utilisation (Article 4.6 of the Regulation) and obligation to make a declaration of due diligence (Article 7.2 of the Regulation).

By the end of 2016, ABS legislative national framework will be completed as the national ABS Regulation will be put in place in the second half of 2016.

HUNGARY

Hungary has adopted the governmental regulation on the implementation of the Nagoya Protocol and Regulation 511-2014 on 13 January 2016. We expect it to be published any day. The CNA has been designated to be the National Environmental and Nature Conservation Inspectorate. The governmental regulation includes provisions on penalties and does not cover access to Genetic Resources in Hungary.

INDIA	22 January 2016
--------------	-----------------

India's submission in response to CBD Notification dated 2nd December 2015 regarding Assessment of progress in achieving Aichi Biodiversity Target 16 on the Nagoya Protocol

Pursuant to the Convention on Biological Diversity (CBD), India enacted the Biological Diversity Act in 2002 and notified the Rules in 2004 to give effect to the provisions of the Convention, including those relating to access and benefit sharing (ABS). The Nagoya Protocol on ABS to which India is a Party is also being implemented through the Biological Diversity Act. India has an operational ABS mechanism through the Biological Diversity Act.

- (i) Progress towards the establishment of institutional structures, including the designation of one or more competent national authorities, and checkpoints;**
- (ii) Progress towards the adoption, development or revision of legislative, administrative or policy measures on access and benefit-sharing; and**
- (iii) Any other steps taken towards the implementation of the Protocol.**

The Biological Diversity Act is implemented through a three-tier institutional mechanism: a National Biodiversity Authority (NBA) at the national level; State Biodiversity Boards (SBBs) at the provincial State Government level; and Biodiversity Management Committees (BMCs) to be set up by the elected bodies at the local level. While all provincial State Governments (29) have set up SBBs, setting up of BMCs by the elected bodies is an ongoing process. So far, 37,769 BMCs have been constituted by the local bodies in 24 States.

As provided for in Article 13 of the Nagoya Protocol, India has designated a National Focal Point and also designated NBA as a Competent National Authority. The same has been communicated to the CBD Secretariat on 19th August 2014. In addition, National Publishing Authority and National Authorised User for ABS Clearing-House have also been designated.

While several notifications have been issued under the Biological Diversity Act towards implementation of its various provisions, one recent notification which is more relevant to implementation of Nagoya Protocol is the 'Guidelines on Access to Biological Resources and Associated Knowledge and Benefit Sharing Regulations, 2014'. These ABS Guidelines prescribe the scheme of processing the applications, alongwith template and terms for benefit sharing.

NBA has so far entered into 220 benefit sharing agreements. NBA has also started receiving money from benefit sharing.

India is the first and so far the only country to have made available to ABS Clearing house on 1st October 2015, information on an agreement in the common format developed by ABS Clearing House, to constitute the first internationally recognised certificate of compliance (IRCC) to be issued under the Nagoya Protocol.

India has published and made available all relevant information on legislative, administrative and policy measures for implementation of Nagoya Protocol on ABS Clearing House.

MEXICO	22 January 2016
---------------	-----------------

Presentación de México a la Notificación sobre la Evaluación del Progreso hacia el cumplimiento de la Meta 16 de Aichi sobre el Protocolo de Nagoya sobre acceso a los recursos genéticos y participación justa y equitativa en los beneficios derivados de su utilización al Convenio sobre la Diversidad Biológica

...

In addition, with a view to assisting the Secretariat in following developments at the national level, I wish to invite you to make information on the following available to the Secretariat:

(a) Progress towards the establishment of institutional structures, including the designation of one or more competent national authorities, and checkpoints;

Actualmente México posee autoridades competentes en materia de Acceso a Recursos Genéticos y distribución de beneficios de acuerdo a las legislaciones sectoriales vigentes en la materia, sin contar aún con una Ley específica en ABS.

Para el caso de los recursos genéticos domesticados para la agricultura y la alimentación (que incluye especies agrícolas, pecuarias, acuícolas y pesqueras), se cuenta con 3 Autoridades Competentes que están radicadas en la Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación.

Para todos los demás recursos genéticos, la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales es la competente a través de dos Direcciones Generales: la Dirección General de Gestión Forestal y de Suelos, quien es responsable de los permisos sobre recursos genéticos forestales y de suelos; mientras que la Dirección General de Vida Silvestre tiene competencia en todos los recursos genéticos silvestres con excepción de aquellos cuyo medio de vida total sea el agua y que no se encuentren catalogados en alguna categoría de riesgo conforme la NOM-059-SEMARNAT-2010⁴.

Actualmente cada instancia atiende el tema con los recursos humanos con los que cuenta para otros temas, no existen estructuras específicas para emitir permisos de ABS.

⁴ Norma Oficial Mexicana NOM-059-SEMARNAT-2010. "Protección ambiental-especies nativas de México de flora y fauna silvestres-categorías de riesgo y especificaciones para su inclusión, exclusión o cambio-lista de especies en riesgo", publicada en el Diario Oficial de la Federación el 30 de diciembre de 2010.

El Punto Focal Nacional fue designado en Dirección General del Sector Primario y Recursos Naturales Renovables de la Subsecretaría de Fomento y Normatividad de la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales y atiende el tema con personal que es responsable de otros temas adicionales como son biodiversidad y bioseguridad de OGM.

Se espera que en breve se puedan establecer instancias y recursos humanos específicos para la atención del tema de ABS.

El gobierno federal mexicano estableció un Grupo Intersecretarial responsable de los trabajos para la implementación del Protocolo de Nagoya. Éste está conformado por representantes de diferentes ministerios (ambiental (con varias de las instituciones que lo conforman), economía, relaciones exteriores, etc.). Al interior del mismo, se ha comentado y acordado que existirán puntos de monitoreo a lo largo de toda la cadena de investigación y desarrollo de productos que utilicen recursos genéticos. Entre las instituciones que han expresado su voluntad de fungir como punto de monitoreo se encuentran el Consejo Nacional para la Ciencia y la Tecnología (CONACyT), y el Instituto Mexicano de la Propiedad Industrial (IMPI). Los mecanismos de coordinación interinstitucional para el funcionamiento de los puntos de monitoreo se oficializará más adelante mediante Acuerdos Intersecretariales y bases de colaboración, teniendo en cuenta las obligaciones y compromisos internacionales de otros foros vinculados al tema de ABS.

(b) Progress towards the adoption, development or revision of legislative, administrative or policy measures on access and benefit-sharing;

El Punto Focal Nacional para el Protocolo de Nagoya ha coordinado desde enero de 2015 un Grupo Intersecretarial formado por las siguientes dependencias del Ejecutivo Federal:

- Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación: Subsecretaría de Agricultura, Coordinación General de Ganadería, Servicio Nacional de Inspección y Certificación de Semillas (SNICS), Servicio Nacional de Sanidad, Inocuidad y Calidad Agroalimentaria (SENASICA) y el Instituto Nacional de Investigaciones Forestales, Agrícolas y Pecuarias (INIFAP),
- Secretaría de Economía: Subsecretaría de Comercio Exterior e Instituto Mexicano de Propiedad Industrial (IMPI),
- Secretaría de Relaciones Exteriores: Dirección General de Temas Globales y Consultoría Jurídica,
- Secretaría de Desarrollo Social: Dirección de Relaciones Internacionales,
- Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas (CDI) : Dirección de Derechos Indígenas y Dirección de Asuntos Internacionales,
- Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología: Dirección de Redes Temáticas de Investigación,
- Comisión Federal de Protección contra Riesgos Sanitarios: Dirección de Evidencia de Riesgos,
- Comisión Nacional para el Conocimiento y Uso de la Biodiversidad: Coordinación General de Corredores y Recursos Biológicos y Coordinación Jurídica.
- Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales: Dirección General de Gestión Forestal y de Suelos, Dirección General de Vida Silvestre, Dirección General del Sector Primario y Recursos Naturales Renovables, Unidad Coordinadora de Asuntos Internacionales, Unidad Coordinadora de Participación Social y Transparencia, Unidad Coordinadora de Asuntos Jurídicos, Procuraduría Federal para la Protección al Ambiente y la Comisión Nacional de Áreas Naturales Protegidas.

El Grupo Intersecretarial se reunió durante once ocasiones con el fin de analizar y revisar la mejor forma de implementar el Protocolo, se adoptaron diversas resoluciones técnicas que se tradujeron en un proyecto de instrumento jurídico que actualmente está en revisión del área Jurídica de la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales para su posterior revisión con las áreas Jurídicas del resto de Dependencias del Grupo Intersecretarial.

Una vez que el documento sea aprobado por las instancias correspondientes se publicará en el Diario Oficial de la Federación, tendrá validez jurídica y será necesario actualizar las Leyes vigentes que guardan relación con ABS a fin de que sean armónicas. También será necesario desarrollar los instrumentos administrativos menores y generar estructura operativa para hacerlos funcionales.

NIGER	22 January 2016
--------------	-----------------



REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès
CABINET DU PREMIER MINISTRE

=====

CONSEIL NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT
POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE (CNEDD)

=====

SECRETARIAT EXECUTIF

Etat de mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'Accès aux ressources génétiques et Partage des Avantages au Niger

1. Ratification du protocole

Le Niger a ratifié le Protocole de Nagoya le 2 juillet 2014 avec le support du projet d'appui à la ratification du Protocole de Nagoya mis en œuvre par le PNUE.

2. Progrès dans la mise en œuvre du protocole

- Le point focal sur l'Accès aux ressources génétiques et Partage des Avantages (APA) dans le cadre du protocole de Nagoya a été désigné le 13 mai 2015 ; la nomination est transmise aux secrétariat de la convention sur la diversité biologique,
- Dans le cadre de la mise en place des mesures législatives, une étude analytique de la législation nationale relative à l'environnement a été conduite pour trouver un point d'attache au protocole,
- Deux études préliminaires sont réalisées pour en vue de la préparation de la stratégie nationale APA,
- Deux autres études sont menées par deux ONG nationales en vue d'une part de faire un état de lieu préliminaire sur les connaissances traditionnelles par rapport à la mise en œuvre du protocole de Nagoya et d'autre part de faire la situation des activités de recherche en rapport avec le protocole de Nagoya,

- Le Niger a inscrit sur les fonds STAR du FEM, un montant de cinq cent mille (500 000) dollars pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. A cet effet, une lettre d'endossement est déjà envoyée au PNUE en vue du démarrage du processus d'élaboration du projet.

Dr Kamayé Maâzou,

Secrétaire exécutif du CNEDD,
Point focal de la Convention sur la Diversité Biologique



PERU	29 January 2016
------	-----------------

REPORTE SOBRE AVANCES EN EL FUNCIONAMIENTO EFECTIVO DEL PROTOCOLO DE NAGOYA DE ACUERDO A LA LEGISLACIÓN NACIONAL EN EL PERÚ, A PARTIR DE SU RATIFICACIÓN

Se presenta los avances en el funcionamiento efectivo del Protocolo de Nagoya en el Perú, de acuerdo a su legislación nacional. El reporte cubre el progreso alcanzado en el ámbito institucional, en medidas administrativas un horizonte temporal entre los años 2014 y 2015.

1. PROGRESO EN EL ESTABLECIMIENTO DE ESTRUCTURAS INSTITUCIONALES, INCLUYENDO LA DESIGNACIÓN DE UNA O MÁS AUTORIDADES NACIONALES COMPETENTES, Y PUNTOS DE VERIFICACIÓN

1.1. ARTICULACIÓN INTERINSTITUCIONAL DE AUTORIDADES NACIONALES COMPETENTES

El Perú cuenta con una compleja estructura institucional, dado que el acceso y distribución de beneficios por la utilización de recursos genéticos y conocimientos tradicionales asociados está regulado por varias normas que establecen competencias a instituciones de diferentes sectores. Ello obliga a una cuidadosa y dinámica coordinación interinstitucional, a bien de lograr la articulación requerida para una eficaz implementación del acceso y participación en los beneficios (APB).

Esta estructura comprende a un ente rector que es el Ministerio del Ambiente (MINAM), y como tal es la autoridad normativa en materia de acceso a los recursos genéticos y debe orientar y supervisar la gestión del acceso a los recursos genéticos. Asimismo, establece a tres Autoridades de Administración y Ejecución (AAE), encargadas de atender las solicitudes de acceso, emitir las resoluciones para el acceso y verificar el cumplimiento de las mismas, de acuerdo a su competencia sectorial: el Ministerio de Agricultura y Riego (MINAGRI) para especies silvestres continentales, el Instituto Nacional de Innovación Agraria (INIA) para especies cultivadas o domesticadas continentales y el Ministerio de la Producción – Viceministerio de Pesquería (PRODUCE-VM Pesquería) para especies hidrobiológicas.

Por otro lado, el Servicio Nacional de Áreas Naturales Protegidas por el Estado (SERNANP) debe emitir opinión previa vinculante a las autorizaciones de acceso a recursos genéticos provenientes de áreas naturales protegidas. Asimismo, la Dirección de Invencciones y Nuevas Tecnologías del Instituto Nacional de Defensa de la Competencia y de la Protección de la Propiedad Intelectual (DIN-INDECOPI), está encargada de establecer sistemas de información sobre las autorizaciones y derechos de propiedad intelectual concedidos vinculados a los recursos genéticos y productos derivados y, la Comisión Nacional contra la Biopiratería encargada de emprender acciones de investigación e

identificación de los actos de proceso ilegal de acceso a los recursos genéticos y conocimientos tradicionales.

a) Plataforma de coordinación interinstitucional

El MINAM como Punto Focal Nacional del Protocolo de Nagoya y en su calidad de ente rector del acceso a recursos genéticos y conocimientos tradicionales asociados, a través de la DGDB, está impulsando una plataforma de coordinación interinstitucional, con la participación del conjunto de las instituciones sectoriales con competencia en el tema, a fin de articular las acciones de implementación del Protocolo de Nagoya, en el marco del D.S. N°003-MINAM-2009 y la legislación nacional conexas.

Han participado de esta coordinación interinstitucional las siguientes instituciones: SERNANP, MRE, PRODUCE, INDECOPI, INIA, VMI-MINCU, DGDG-MINAM, Comisión Nacional contra la Biopiratería y MINCETUR.

Las reuniones multisectoriales realizadas a lo largo de estos dos últimos años, han permitido la toma de decisiones en lo que se refiere a la planificación de actividades de gestión del acceso, cumplimiento, vigilancia, participación de beneficios, fortalecimiento de capacidades y desarrollo de medidas administrativas, el CIIAPB, teniendo como base las decisiones adoptadas en el COP MOP 1 del Protocolo de Nagoya. Asimismo, esta plataforma institucional ha tomado cuenta o conocimiento de los avances y logros de lo actuado.

Esto está contribuyendo a pasar de una visión y actuación sectorial, fragmentada, a una visión y actuación como un solo Estado en la implementación del acceso y participación de los beneficios.

b) Fortalecimiento institucional

Se viene realizando esfuerzos para reforzar las capacidades institucionales de gestión, cumplimiento y vigilancia del acceso a los recursos genéticos y conocimientos tradicionales asociados, tanto a nivel del ente rector (MINAM), autoridades de administración y ejecución (SERFOR, INIA, PRODUCE) y otras instituciones competentes (INDECOPI, Comisión Nacional contra la Biopiratería).

Esto está permitiendo afianzar los roles de cada una de estas instituciones a favor de los usuarios y proveedores de recursos genéticos en el país.

1.2. DESIGNACIÓN DE PUNTOS DE VERIFICACIÓN

El Perú ha cumplido con la designación de dos puntos de verificación: INDECOPI, la oficina encargada de las patentes, y la Comisión Nacional contra la Biopiratería, las cuales viene ejerciendo una función de vigilancia desde antes de la entrada en vigor del Protocolo de Nagoya.

La necesidad de identificar y designar nuevos puntos de verificación, ha sido planteada en las coordinaciones interinstitucionales, tal como a las instituciones encargadas de los controles sanitarios, comercialización, aduaneras y de promoción de la investigación.

2. PROGRESO EN LA ADOPCIÓN, DESARROLLO O REVISIÓN DE MEDIDAS LEGISLATIVAS, ADMINISTRATIVAS O POLÍTICAS SOBRE ACCESO Y PARTICIPACIÓN EN LOS BENEFICIOS

2.1. REVISIÓN DE MEDIDAS LEGISLATIVAS

El Perú cuenta con la siguiente legislación nacional que regula el sistema de acceso a recursos genéticos y conocimientos tradicionales asociados (en adelante Sistema ABS): (1) el Reglamento de Acceso a los Recursos Genéticos (D.S. N°03-2009-MINAM) en el marco de la Decisión 391 de la Comunidad Andina, (2) la Ley N° 27811 que establece un Régimen de Protección de los Conocimientos Colectivos de los Pueblos Indígenas Vinculados a los Recursos Biológicos; y (3) la Ley N° 28216 de Protección

al Acceso a la Diversidad Biológica Peruana y los Conocimientos Colectivos de los Pueblos Indígenas, que crea la Comisión Nacional contra la Biopiratería, presidida por INDECOPI.

Con la entrada en vigor del Protocolo de Nagoya se ha dado un impulso a la revisión, empezada desde un tiempo atrás, de algunas de las medidas legislativas mencionadas, a fin de contar con mejores condiciones institucionales, de recursos y de negociación:

- a) Ley N° 28216 - Ley de protección al acceso a la diversidad biológica peruana y los conocimientos colectivos de los pueblos indígenas. En la revisión de la ley, se propone actualizar la composición de la Comisión, incorporando a representantes del Ministerio del Interior, Ministerio de la Producción, Ministerio de Economía y Finanzas y la Superintendencia de Aduanas y de Administración Tributaria; así como establecer disposiciones que permitan un mejor funcionamiento, dotando a la Comisión de mecanismos que permitan una mayor operatividad y efectividad de sus recomendaciones e informes.
- b) Ley N° 27811 – Ley que establece el régimen de protección de los conocimientos colectivos de los pueblos indígenas vinculados a los recursos biológicos. Incluye la revisión de disposiciones referentes al Fondo de Desarrollo de Pueblos Indígenas.

2.2. DESARROLLO DE MEDIDAS ADMINISTRATIVAS

El MINAM, como ente rector del acceso a recursos genéticos, tiene el encargo de orientar la gestión de las autorizaciones de acceso y la vigilancia de la utilización de los recursos genéticos accedidos.

A fin de cumplir con este encargo, el MINAM viene impulsando procesos participativos para la elaboración de medidas administrativas basadas en criterios comunes para la gestión del acceso desde la función pública.

- Uno de los primeros pasos dados, ha sido el desarrollo de una Propuesta de Modelo del Sistema de Acceso y Participación en los Beneficios, que en un futuro cercano deberá servir como instrumento de implementación para todas las instituciones del Estado involucradas. Dicha propuesta ha permitido clarificar los roles de las autoridades nacionales competentes; así como establecer criterios, procedimientos y herramientas unificados para la gestión y vigilancia del acceso y participación en los beneficios, de acuerdo a los principios del Protocolo de Nagoya. Dicha propuesta se compone de los siguientes documentos:

- a) Protocolo de intervención de autoridades o actores clave para el acceso a recursos genéticos y conocimientos tradicionales asociados
- b) Lineamientos para la gestión de los contratos de acceso
- c) Lineamientos para la gestión del Mecanismo Nacional de Supervisión y Seguimiento Integrado de los Recursos Genéticos.
- d) Guía del usuario

Estos instrumentos deberán traducirse, en un futuro cercano, en medidas administrativas que regularán los procedimientos que deben seguir los usuarios (empresarios, investigadores, estudiantes, entre otros) para obtener la autorización del acceso, sea cual fuere la autoridad sectorial ante cual se presente.

En paralelo, se viene construyendo el soporte informático que permitirá, en un futuro cercano, la gestión interconectada del acceso, el trámite virtual de las autorizaciones y el seguimiento de dicho trámite por parte de los usuarios. Esta plataforma estará bajo la administración central del ente rector y la administración sectorial de las autoridades competentes correspondientes. Asimismo, será accesible a los Puntos de Verificación y demás instituciones estatales involucradas.

- En segundo término, el MINAM viene impulsando un proceso de diseño e implementación de un

marco estratégico de negociación de la participación en los beneficios.

Al momento, se ha avanzado en la elaboración de una propuesta metodológica para el diseño del marco estratégico de negociación, la cual detalla los aspectos institucionales, organizacionales y hoja de ruta a seguir, a partir de un análisis del contexto y de diagnóstico preliminar de la negociación de participación en los beneficios plasmada en los contratos de acceso suscritos en el país.

En estos momentos, se está poniendo en marcha el diseño de este marco estratégico y el desarrollo de algunas de las actividades consideradas prioritarias en la hoja de ruta, tal como el establecimiento de criterios, guías y formatos para el otorgamiento del consentimiento fundamentado previo, y de pautas para el diálogo intercultural, de especial importancia para las comunidades indígenas, principales proveedoras de los conocimientos tradicionales.

3. OTROS AVANCES EN LA IMPLEMENTACIÓN DEL PROTOCOLO

El Perú viene implementando varios de los mecanismos adoptados en la COP-MOP 1 y desarrollando otro conjunto de actividades de iniciativa propia.

3.1 CIIAPB / ABSCH

a) Designación de Autoridad Publicadora y Usuarios Nacionales Autorizados

A fin de poder implementar el Centro de Intercambio de Información sobre Acceso y Participación en los Beneficios (CIIAPB), el MINAM, como Punto Focal del Protocolo de Nagoya, a través del Viceministerio de Recursos Naturales Estratégicos del Ministerio del Ambiente, designó en abril de 2015, a la Autoridad de Publicación (PA) y a dos Usuarios Nacionales Autorizados para el CIIAPB. Con ello, como país parte del Convenio sobre la Diversidad Biológica y del Protocolo de Nagoya, el Perú se comprometió a implementar el CIIAPB incorporando en esta plataforma, la información nacional relevante al APB.

b) Registro de información nacional

En la medida que la información nacional oficial sobre el APB se halla distribuida de manera sectorial, para su compilación se ha requerido de una metodología de trabajo coordinado entre todas las instituciones involucradas. En este proceso de gestión de la información del APB, un paso importante lo constituyó la realización de un mapeo de los contenidos relativos al APB con los que cuenta cada una de las instituciones involucradas. Ello está permitiendo que el MINAM junto con las instituciones competentes, recopilen, organicen y preparen los borradores de información utilizando los formatos comunes. Finalmente, una vez verificada la calidad y la confidencialidad de la información, se procede a su registro y publicación en el CIIAPB, con la autorización de los entes competentes y en cumplimiento del artículo 14 de Protocolo de Nagoya.

El desarrollo de esta medida permitió: i) el Registro de Información Nacional en el Portal del CIIAPB y alimentación de bases de datos del registro Nacional (Punto Focal Nacional, Autoridad Nacional Competente, Medidas legislativas y de políticas, WEB), y ii) del Registro de Referencias en la Biblioteca Virtual.

c) Fortalecimiento de capacidades en funcionamiento y utilización del CIIAPB

En el mes de setiembre del año 2015, el MINAM organizó el “I Taller de Capacitación en Manejo del Centro de Intercambio de Información en Acceso y Participación en los Beneficios - CIIAPB”, el cual tuvo como población objetivo a especialistas de las Autoridades Nacionales Competentes, así como de las instituciones públicas vinculadas a la regulación el acceso y participación en los beneficios por la utilización involucradas. Participaron un total de 13 representantes, quienes lograron tener una visión panorámica sobre la importancia de la implementación del Protocolo de Nagoya y obtuvieron conocimientos sobre el funcionamiento del CIIAPB, el uso de los formatos comunes para el registro

de la información y su registro como usuarios, entre otros.

3.2 CREACIÓN Y DESARROLLO DE CAPACIDADES

En cuanto a la creación y desarrollo de capacidades, el Perú ha trabajado a nivel estratégico y a nivel de iniciativas concretas de capacitación.

a) Diseño de estrategias de creación y desarrollo de capacidades

El MINAM, en su rol de ente rector, viene impulsando el establecimiento de Medidas Estratégicas y Hoja de Ruta para la Creación y Desarrollo de Capacidades para la implementación del Protocolo de Nagoya, utilizando como referencia el documento: Marco Estratégico para la Creación y Desarrollo de Capacidad en Apoyo a la Aplicación Efectiva del Protocolo de Nagoya sobre Acceso y Participación en los Beneficios”, adoptado en la COP-MOP 1.

A través de talleres participativos con funcionarios públicos, investigadores, empresarios, proveedores de recursos genéticos y de conocimientos tradicionales asociados, se elaboró una propuesta de medidas estratégicas, la cual comprende los siguientes elementos orientadores:

- i. Matriz de expectativas y demandas nacionales en la aplicación del APB, a partir de diálogo entre actores.
- ii. Medidas estratégicas y actividades de corto-mediano y largo plazos, que responden al escenario actual del desarrollo del sistema APB, un enfoque de desarrollo de capacidades y asuntos críticos a atender.
- iii. Hoja de ruta, organizada a partir de eje de actividades priorizadas.

Esta propuesta ha empezado a implementarse con algunas de las actividades priorizadas en la hoja de ruta, tal como lo pertinente al consentimiento fundamentado previo, los términos mutuamente acordados y modelos de contratos o cláusulas contractuales, poniendo énfasis en los proveedores de conocimientos tradicionales asociados.

b) Iniciativas de Fortalecimiento de capacidades (eventos)

- En el marco del Proyecto Regional ABS/LAC “Fortalecimiento de la implementación de los regímenes de Acceso a Recursos Genéticos y Distribución de Beneficios en América Latina y el Caribe”, entre los años 2012 y 2014, el Perú, a través del Ministerio del Ambiente, desarrolló actividades para la creación de capacidades para enfrentarse a los desafíos y oportunidades en materia de APB. Además, se generaron espacios de diálogo con diversos actores involucrados en el tema a nivel nacional, difundiendo los principios del ABS y del Protocolo de Nagoya y los mecanismos que ofrece para que los usuarios de recursos genéticos, sus derivados y conocimientos tradicionales asociados, cumplan con la legislación nacional del país de origen de los recursos genéticos.

Entre las actividades desarrolladas a nivel nacional, en el año 2014, cabe mencionar las siguientes:

- ✓ Taller de Capacitación sobre Acceso a Recursos Genéticos y Participación en los Beneficios, dictado por profesores de la Cátedra UNESCO de Territorio y Medio Ambiente de la Universidad Rey Juan Carlos. El taller tuvo el propósito de fomentar un diálogo sobre todos los elementos del APB; el papel de la Cátedra fue facilitar un diálogo interpretando los elementos con los que se están trabajando en el país.
- ✓ Una experiencia de diálogo intercultural e inter aprendizaje sobre el sistema APB con representantes de organizaciones indígenas, donde se destacó la importancia de este espacio de diálogo y de la demanda urgente para los sectores y pueblos indígenas de ordenar la agenda de los de los conocimientos tradicionales. Esta actividad se desarrolló en coordinación con el

Ministerio de Cultura y contó con la presencia del representante de IUCN Sur, coordinador regional del proyecto.

- ✓ Elaboración de una propuesta de materiales didácticos para facilitar la apropiación del sistema ABS por las organizaciones indígenas, la cual presenta y explica el sistema o régimen de acceso y distribución de beneficios, desde la perspectiva de del dialogo intercultural en donde se establecen relaciones entre personas e instituciones de culturas distintas.
- En un trabajo coordinado entre el Ministerio de Cultura (MINCU) y MINAM, el año 2014, se generó espacios de diálogo sobre APB con diversos actores involucrados en el tema a nivel nacional, el cual se plasmó en el documento “Recomendaciones para la creación y el desarrollo de capacidad de los pueblos indígenas y comunidades locales en la aplicación nacional del Protocolo de Nagoya”, tomando como fuente el Marco Estratégico acordado en la Primera Reunión de la Conferencia de las Partes en el CDB que actúa como Reunión de las Partes en el Protocolo de Nagoya.
Asimismo, ese mismo año, el Ministerio de Cultura, con el propósito de fortalecimiento de capacidades de líderes y lideresas indígenas, organizó el Taller Nacional: “Pueblos indígenas, conocimientos tradicionales y el Convenio sobre la Diversidad Biológica”, en el cual el Ministerio del Ambiente participó con una ponencia sobre el Panorama General del Convenio sobre la Diversidad Biológica y el Protocolo de Nagoya: avances en su implementación.
- Por su parte, la Comisión Nacional contra la Biopiratería, en octubre del año 2014, al conmemorarse los 10 años de su creación, desarrolló el Seminario Internacional sobre Recursos Genéticos y Conocimientos Tradicionales: “Biopiratería o una oportunidad para todos”, con la participación de expertos nacionales e internacionales en materia de protección de recursos genéticos y conocimientos tradicionales. En esta ocasión, al MINAM le correspondió hacer una disertación sobre el Protocolo de Nagoya ubicándolo en el nuevo contexto internacional generado a partir de su entrada en vigor.
Asimismo, el año 2015, la Comisión Nacional contra la Biopiratería organizó el “I Seminario Regional de Protección de Protección de Protección e Innovación en productos Naturales de Origen Peruano”, dirigido a autoridades u funcionarios regionales. Al MINAM le correspondió realizar una explicación general sobre el Protocolo de Nagoya y dar cuenta de las avances de su implementación a nivel nacional.

3.3 REGISTRO DE CONOCIMIENTOS TRADICIONALES

La Ley N°27811, que establece el Régimen de Protección de los Conocimientos Colectivos de los Pueblos Indígenas vinculados a los Recursos Biológicos, contiene distintos instrumentos que brindan protección a los conocimientos colectivos que las diferentes comunidades campesinas y nativas de nuestro país poseen, conservan y siguen desarrollando sobre las propiedades, usos y características de la biodiversidad. Algunos de estos instrumentos son los registros de sus conocimientos colectivos, que cumplen la principal finalidad de preservar sus saberes ancestrales, pero también constituyen un importante elemento de probanza, en caso se alegue una infracción contra los derechos que los pueblos indígenas poseen sobre sus conocimientos en el marco de esta norma *sui generis*.

Actualmente, gracias al trabajo realizado por el INDECOPI como Autoridad Nacional Competente en el marco de la Ley N°27811 y al trabajo interinstitucional que ha desarrollado a fin de acercar este instrumento a las comunidades indígenas del país, se ha logrado sensibilizarlas sobre la importancia de registrar sus conocimientos, aun cuando dicho registro no es un requisito para su protección.

Es así que, a la fecha, se cuenta con 2944 registros inscritos en el INDECOPI la mayoría de ellos logrados a través de un trabajo de registro *in situ*; es decir, una labor en la que el Estado a través del INDECOPI se acerca a las comunidades a fin de facilitarles el cumplimiento de los requisitos administrativos que la norma exige para dicho registro. Es importante resaltar que estos 2944 registros de conocimientos colectivos están vinculados aproximadamente a 350 recursos biológicos, siendo *Croton lechleri* (sangre de grado), el recurso con mayor número de registros. Si bien esta cantidad de

recursos, representa apenas el 8% de los 4400 recursos que se estima tienen usos conocidos, la labor de documentar toda aquella información relevante en la defensa de los derechos de los pueblos indígenas sobre sus conocimientos está encaminada. Por otro lado, se ha identificado que el 66% (1914 registros) son registros confidenciales con el potencial de que la información ahí contenida pueda ser licenciada o servir como una prueba de fecha cierta que reivindique los derechos de los Pueblos Indígenas, en el caso exista una apropiación indebida de sus conocimientos. Esta estimación, además, rompe un paradigma en torno a la creencia que la mayoría de los conocimientos colectivos se encuentran en el dominio público, lo cual se desvirtúa en la práctica al menos, para el caso de Perú, considerando que los conocimientos tradicionales guardan mayor especificidad y lo que se ha recogido en algunas publicaciones solo es una parte del patrimonio que poseen los pueblos indígenas, ello sin contar que el conocimiento tradicional al ser dinámico se sigue enriqueciendo en su entorno tradicional. El otro 35%, que constituyen los registros públicos, es información que alimenta nuestra base de datos, cuyo fin es ser utilizada para análisis de patentabilidad, tanto por la Oficina de patentes peruana como otras oficinas en el extranjero.

3.4 COMISIÓN NACIONAL CONTRA LA BIOPIRATERÍA

La Comisión Nacional contra la Biopiratería, creada el año 2004 a través de la Ley N°28216, está integrada por 11 instituciones estatales, 2 de la sociedad civil, un representante de la Comisión Nacional de Pueblos Andinos, Amazónicos y Afroperuanos, siendo presidida por el INDECOPI. La Comisión identifica y monitorea casos de biopiratería en solicitudes de patente y patentes en las principales oficinas de patentes del mundo. Sus representantes sesionan mensualmente para discutir casos de posibles actos de biopiratería relacionados a recursos biológicos de origen peruano.

Por el momento, la Comisión hace el seguimiento a 35 recursos biológicos priorizados (entre los que se distinguen la maca, el yacón y el sacha inchi) y a conocimientos tradicionales asociados.

La Comisión logró invalidar seis patentes relacionadas recursos biológicos peruanos, entre los cuales podemos mencionar a la maca (*Lepidium meyenii*), registradas en Japón, Corea y Europa. Asimismo, logró que una patente presentada en Japón sobre el uso del yacón (*Smallanthus sonchifolius*) sea abandonada; así como la patente sobre el uso de la pasuchaca (*Geranium dielsianum*). En cuanto al sacha inchi (*Plukenetia volubilis*), la Comisión logró que se retiren las solicitudes de patentes que fueron presentadas en Japón y Europa. Mientras que la patente sobre el uso del canu canu (*Myrciaria dubia*), la Comisión logró que sea abandonada.

--- 0 ---

PHILIPPINES₅

26 January 2016



Republic of the Philippines
Department of Environment and Natural Resources
BIODIVERSITY MANAGEMENT BUREAU
Quezon Avenue, Diliman, Quezon City
Tel. Nos.: (632) 924-6031 to 35 Fax: (632) 924-0109, (632) 920-4486
Website: <http://www.bmb.gov.ph> E-mail: bmb@bmb.gov.ph

HON. BRAULIO FERREIRA DE SOUZA DIAS

Executive Secretary
Secretariat of the Convention on Biological Diversity
United Nations Environment Programme
413 Saint-Jacques Street, Suite 800
Montreal, Quebec, Canada
E-mail: secretariat@cbd.int

Dear **Dr. de Souza Dias**,

This pertains to your Notification No. 2016-012 dated 21 January 2016 requesting for information relative to achieving Aichi Biodiversity Target 16 on the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization.

In this regard, please find below the developments in relation to the implementation of the Nagoya Protocol on ABS in the Philippines, to wit:

1. Accession to the Nagoya Protocol – The instrument of the Philippine accession to the Nagoya Protocol was deposited to the UN Office on September 29, 2015. A copy of the instrument is attached as Annex "A";
2. Policy assessment on existing ABS Policy – assessment include stakeholders' consultations and validation process which resulted to the identification of areas in the existing Philippines' ABS policy framework that may need to be amended, in order that our existing ABS policy framework conforms with the key mandates and provisions of the Nagoya Protocol. Also resulting from this assessment was the identification of policy reform areas that can already be addressed by existing agencies that implement existing ABS policies;
3. Development of new ABS policy - the proposed new ABS policy would enhance the existing ABS rules and regulations and implement the Philippine commitments to the Nagoya Protocol through the inclusion of certain key provisions that include: (a) compliance mechanisms to ensure that ABS legislation or policy of other countries are respected and implemented especially if genetic resources from said countries will be utilized in the Philippines; (b) tracking mechanisms to monitor and enhance transparency on the utilization of genetic resources, traditional knowledge associated with genetic resources; (c) capacity-building; and, (d) technology transfer. The special mandates of identified government agencies are also amended on the proposed new ABS policy to fully implement the Nagoya Protocol. The draft ABS Policy (Annex "B") has been filed at the Philippines' House of Representatives;

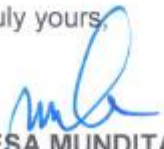
5. The Philippines ABS legislative and policy measures included in the submission are accessible at <https://www.cbd.int/abs/submissions/Aichi16/DominicanRepublic-law333-15-en.pdf> and <https://www.cbd.int/abs/submissions/Aichi16/Philippines-annexB-en.pdf>

4. Development of IEC materials – the English version of the Nagoya Protocol was translated into three (3) major dialects in the Philippines, i.e. Tagalog/ Filipino, Ilocano and Visayas. These materials have been distributed to field offices of the Department of Environment and Natural Resources for wider dissemination to local communities/stakeholders and partner agencies;
5. Preparation of ABS action plan for 2015-2028 which was incorporated in the Philippine Biodiversity Strategy and Action Plan (PBSAP); and,
6. Designation of the BMB Director as the Publishing Authority for the ABS-Clearing House Mechanism.

We look forward to the integration of the above information in the CBD report to the Subsidiary Body on Implementation of the Nagoya Protocol.

Thank you and regards.

Very truly yours,


THERESA MUNDITA S. LIM
Director

FM
1/26

SOUTH AFRICA

26 January 2016



environmental affairs

Department:
Environmental Affairs
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA

Reference No.: SCBD/NP/VN/BG/jh/85225

Enquiries: Ms Lactitia Tshitwamulomoni

Tel: (012) 399 9611 Fax: (012) 359 3636 Email: Lmabadahane@environment.gov.za

Mr. Bráulio Ferreira de Souza Dias
Executive Secretary
Secretariat of the Convention on Biological Diversity
United Nations Environment Programme
413, Saint-Jacques Street, suite 800
MONTREAL QC H2Y 1N9
Canada

E-mail: secretariat@cbd.int

Dear Mr. de Souza Dias

SUBMISSION OF INFORMATION RELEVANT FOR ASSESSMENT OF PROGRESS IN ACHIEVING AICHI BIODIVERSITY TARGET 16 ON THE NAGOYA PROTOCOL ON ACCESS TO GENETIC RESOURCES AND THE FAIR AND EQUITABLE SHARING OF BENEFITS ARISING FROM THEIR UTILISATION

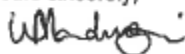
I refer to your notification no. 2015-142, reference number: SCBD/NP/VN/BG/jh/85225, which was issued on 2 December 2015.

I am pleased to submit the following information relevant for assessment of progress in achieving Aichi Biodiversity Target 16 on the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilisation:

ASSESSMENT AREA	SOUTH AFRICAN PROGRESS
1. Progress towards the establishment of Institutional Structures, including the designation of one or more competent national authorities, and checkpoints	The Department of Environmental Affairs has been designated as the National Focal Point and the Competent National Authority. The Department of Environmental Affairs has been captured in the ABS Clearing-House as a Checkpoint. The Department of Trade and Industry through its Companies and Intellectual Property Commission (CIPC) administers the Patent Amendment Act, 2005 which also serve as a Checkpoint due to its mandatory disclosure requirements for Permit and Mutually Agreed Terms at the time of filing an invention involving utilisation of genetic resources and associated Traditional Knowledge. Its official designation in the ABS Clearing-House is pending. The Department of Science and Technology through its National Indigenous Knowledge Systems Office administers the electronic recordal systems of traditional knowledge associated with genetic

ASSESSMENT AREA	SOUTH AFRICAN PROGRESS
	resources held by Indigenous and Local Communities. Once this system is finalised, it will also act a Checkpoint. Its official designation in the ABS Clearing House is pending.
2. Progress towards the adoption, development or revision of legislative, administrative, administrative or policy measures on access and benefit sharing	The main legislative measure on access and benefit sharing is the National Environmental Management: Biodiversity Act, 2004 (Act No. 10 of 2004). This legislation is administered by the Department of Environmental Affairs. In 2015, the Department of Environmental Affairs initiated stakeholder consultation towards revision of the National Environmental Management: Biodiversity Act, 2004 (Act No. 10 of 2004). The revision is anticipated to be completed by 2019. South Africa has been selected to benefit from the financial support under the 3-years UNDP/GEF Global ABS Project in the current GEF cycle.
3. Any other steps taken towards the implementation of the Protocol	• South Africa has been selected to benefit from the financial support under the 3-years UNDP/GEF Global ABS Project in the current GEF cycle. In this project, The Department of Environmental Affairs in consultation with relevant stakeholders will support selected indigenous and local communities to develop Community protocols. • South Africa has initiated a process to facilitate effective participation of indigenous and local communities in the implementation of the Protocol. • South Africa has established a Bioprospecting Advisory Committee which conducts technical evaluation and provides recommendations on the permit application documentation to the Minister of Environmental Affairs for a final decision. • South Africa launched a National Bioprospecting Forum which creates a platform for effective communication amongst representatives from government, private sectors, industries, indigenous and local communities, academia, public entities and research institutions in the implementation of the Protocol.

Yours sincerely,



Ms Nosipho Ngcaba

Director-General

Department of Environmental Affairs

Letter signed by: Mrs Wadzi Mandivenyi

Designation: Deputy Director-General: Biodiversity and Conservation (Acting)

Date: 23/01/2016

SUDAN

27 January 2016

Republic of Sudan
 Ministry of Environment, Natural Resources & Physical Development
 Higher Council for Environment & Natural Resources
 General Secretariat



جمهورية السودان
 وزارة البيئة والموارد الطبيعية والتنمية العمرانية
 المجلس الأعلى للبيئة والموارد الطبيعية
 الأمانة العامة

26 January 2016

To: Mr. Braulio Ferreira de Souza Dias
 Executive Secretary
 Convention on Biological Diversity

From: Dr. Omer Mohamed Eltom Elshami
 Secretary General
 Higher Council for Environment and Natural Resources (HCENR)
 CBD Focal Point
 Tel: +249 183 784279
 Fax: +249 183 787617
 Email: hcenr2005@yahoo.com

Subject: Assessment of Progress in achieving Aichi Biodiversity Target 16 on the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization

Dear Dr. Dias

Referring to the above mentioned subject we would like communicate the progress towards the achievement of Aichi Target 16.

- ❖ With regards to the establishment of institutional structures, Sudan designated the national focal point on access and benefit-sharing and communicated that to the CBD secretariat.
- ❖ Many activities and actions are included in the updated NBSAP 2015 -2020 such as establishment of institutional bodies for regulating the access to plant agrobiodiversity and relating indigenous traditional knowledge on the basis of fair and equitable benefit sharing with necessary consideration to farmers' and local community rights in consistence with the international instruments of relevance such as the CBD and the ITPGRFA(Target 16 and 18).
- ❖ Sudan has made a clear achievement in the process of developing a national law on plant genetic resources including access and benefit sharing.
- ❖ Sudan also is a part of UNDP-GEF global project on Strengthening human resources, legal frameworks and institutional capacities to implement the Nagoya Protocol which aims at strengthening of the national ABS frameworks, human resources and administrative capabilities to implement the Nagoya Protocol.

Your consideration to this information will be highly appreciated.

Please accept my apology for the delay due to the internet disconnection

Regards and best wishes

SWITZERLAND

25 January 2016



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Federal Department of the Environment,
Transport, Energy and Communications DETEC

Federal Office for the Environment FOEN
International Affairs Division

CH-3003 Bern, FOEN, OA

Secretariat of the Convention on Biological Diversity
United Nations Environment Programme
Mr Bráulio Ferreira de Souza Dias
Executive Secretary
413 Saint-Jacques Street, Suite 800
Montreal QC, H2Y 1N9
Canada

Reference: P034-1825
Your reference:
Our reference: DM/OA
Contact person: DM
Bern, 25 January 2016

Submission on Assessment of Progress in achieving Aichi Biodiversity Target 16

Dear Executive Secretary *Mr Bráulio*

Thank you for the opportunity to share our views on how progress towards achieving Aichi Biodiversity Target 16 on the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization should be assessed by responding to notification 2016-012 (Ref.: SCBD/NP/VN/BG/jh/85225).

Switzerland is of the view that we should make every effort to avoid duplication of reporting requirements for Parties to the Convention and its Protocols. In the context of Aichi Target 16, Switzerland is of the view that the assessment of progress in achieving this Target is relatively straightforward: By assessing the number of Parties that have already ratified the Nagoya Protocol, and by analysing the information, which has already been made available through the ABS Clearing-House.

According to Article 14 of the Nagoya Protocol, Parties to the Nagoya Protocol shall make available to the ABS Clearing-House any information required by the Protocol, as well as information required pursuant to the decisions taken by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Protocol. The information shall include:

- (a) Legislative, administrative and policy measures on access and benefit sharing;
- (b) Information on the national focal point and competent national authority or authorities; and
- (c) Permits or their equivalent issued at the time of access as evidence of the decision to grant prior informed consent and of the establishment of mutually agreed terms.

The ABS Clearing-House is set up to allow for the submission of a number of supplementary information, which is also relevant for assessing the progress made towards achieving Aichi Biodiversity Target 16, such as information on checkpoints, checkpoint communiqués, national

Andreas Obrecht
FOEN, International Affairs Division, 3003 Bern
Telephone +41 58 46 211 63, Telefax +41 58 46 303 49
andreas.obrecht@bafu.admin.ch
<http://www.bafu.admin.ch>

Reference: P034-1825

websites and databases, as well as community protocols and customary laws, model contractual clauses and best practices, and other virtual library records.

Therefore, Switzerland is of the view that only Parties to the Convention which are not Parties to the Nagoya Protocol should submit *additional* information on Aichi Target 16. Information by Parties to Nagoya Protocol should directly be based on the publications made by these Parties through the ABS Clearing-House and later also based on the information received thorough the regular reporting required by the Nagoya Protocol.

The ABS Clearing-House contains the relevant information on the progress made by Switzerland in achieving Aichi Biodiversity Target 16.

Yours sincerely,

Federal Office for the Environment FOEN
The Head of the International Affairs Division



Franz Perrez
Ambassador

Copy to:

- FOEN: PFR, BN, WUA, DM, BF, OA.

TOGO

05 January 2016

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RESSOURCES FORESTIERES

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FORESTIERES

N° 707/DRF

Réf: SCBD/NP/VN/jh/85225
du 02/12/2015

Objet: Efforts du Togo dans l'atteinte
de l'objectif 16 d'Aichi relatif au
Protocole de Nagoya sur l'APA.

Lomé, le 24 DEC 2015

Le Directeur

A

*Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CBD
Secretariat of the Convention on Biological Diversity
United Nations Environment Programme
415 Sault-Jacques Street, Suite 800
Montreal, Quebec, Canada, H2Y 1N9
E-mail: secretariat@cbd.int*

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Suite à votre notification ci-dessus citée en référence invitant les Parties à dresser la situation de la mise en œuvre du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (APA) conformément à l'objectif 16 du plan stratégique d'Aichi,

J'ai l'honneur de vous informer que les efforts réalisés par le Togo en lien avec cet objectif 16 d'Aichi se présentent comme suit :

✓ **de la signature du protocole par le Togo**

Le Togo a signé le protocole de Nagoya le 27 septembre 2011 et a bénéficié d'un micro financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) en 2013. Ce projet, intitulé « appui à la ratification et l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya sur APA », a permis d'engager une série de consultations et sensibilisations des parties prenantes, de faire l'état des lieux des dispositifs juridiques, politiques et institutionnels existants en lien avec le protocole de Nagoya sur APA.

Le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, porteur de ce projet, a engagé un plaidoyer pour la ratification du protocole au niveau de l'Assemblée Nationale togolaise. Ainsi, un projet de loi de ratification a été adopté en conseil des ministres en décembre 2013.

✓ **de la ratification du protocole par le Togo**

Le **30 novembre 2015**, les députés à l'Assemblée Nationale ont voté la loi de ratification du protocole de Nagoya sur l'APA.

Le document officiel marquant l'acte de ratification du protocole sera envoyé au Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique suivant le canal diplomatique.

✓ **de l'élaboration d'une stratégie et plan d'action nationale APA**

Une stratégie APA avait été élaborée en 2013 et validée en 2014. Cependant, avant sa mise en œuvre, elle fera objet d'une relecture pour intégrer les recommandations du cadre politique de l'Union Africaine pour la mise en œuvre coordonnée du Protocole de Nagoya sur l'APA.

✓ **de la désignation d'un point focal national APA**

Un point focal national APA a été désigné le 08 avril 2015. Il s'agit de **Monsieur KPIDIBA Kounkatonébéha**, gestionnaires des aires protégées et chef section aménagement des aires protégées à la Direction des Ressources Forestières, **B.P 355, Lomé-TOGO** ;

Tél : (+228) 22 21 86 43 ; Portable : (+228) 90 32 59 15 / 22 45 95 18 ;

E-mail : kpидibaados@yahoo.fr/direfaune@yahoo.fr

En ratifiant le Protocole de Nagoya sur APA le 30 novembre 2015, le Togo marque son consentement explicite à mettre en œuvre ledit protocole. Ainsi, les autres étapes du processus de mise en œuvre du protocole au plan national seront abordées avec plus de certitude juridique.

Veuillez agréer, **Monsieur le Secrétaire Exécutif**, l'assurance de ma considération distinguée.


GNRONFOUN KODJOVI Koffi

VIETNAM

03 February 2016



Ministry of Natural Resources and Environment
 Vietnam Environment Administration
 No. 10 Ton That Thuyet Str., Hanoi, Vietnam
 Telephone: +844 37956868 Fax: +844 39412028
 Website: www.vea.gov.vn

Monday, 01 February 2016

Dr. Bráulio Ferreira de Souza Dias
 Executive Secretary
 Convention on Biological Diversity
 413 St. Jacques Str. Office 800
 Montreal, QC H2Y 1N9, Canada
 Tel: +1 514 288 2220/Fax: +1 514 288 6588

Dear Dr. Bráulio Ferreira de Souza Dias,

Subject: Progress in achieving Aichi Biodiversity Target 16 on the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization

In reference to the letter dated 02 December 2015 of the Secretariat of the Convention on Biological Diversity, Vietnam Environment Administration (VEA) would like to update Vietnam's progress in achieving Aichi Biodiversity Target 16 on the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization as following:

- On April 23, 2014 Viet Nam acceded to the Nagoya Protocol and became a Party to this treaty. To implement the Nagoya Protocol in Viet Nam, the MONRE plans to develop and implement a national ABS framework, including a Governmental Decree, together with circulars and guidelines to support its implementation; to develop administrative measures for implementation of national ABS legal framework; to increase awareness and capacity of all relevant stakeholders for implementation of national ABS framework; to support ABS Agreements based on Traditional Knowledge and Public-Private Partnership.

In continuation to support the Government of Vietnam to achieve the abovementioned outcomes, a four-year project titled "Capacity Building for the Ratification and Implementation of the Nagoya Protocol on Access and Benefit Sharing in Viet Nam" has been approved by the GEF in September, 2014 via UNDP as the GEF implementing agency.

- According to the Vietnam Law on Biodiversity (2008), competent national authorities on access and benefit-sharing (ABS) are the Ministry of Natural Resources and Environment (MONRE) and provincial people's committees (PPCs). The Ministry of Natural Resources and Environment is responsible to the Government for biodiversity management, provide guidance and monitoring of activities related to access and benefit sharing from utilization of genetic resources and associated traditional knowledge.

A new Governmental Decree on the management of Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization is being scheduled for submission to the Government in 2016, that is expected to address major issues refereed in the Nagoya Protocol on ABS in harmonization with the national context of



Ministry of Natural Resources and Environment
Vietnam Environment Administration
No. 10 Ton That Thuyet Str., Hanoi, Vietnam
Telephone: +844 37956868 Fax: +844 39412028
Website: www.vea.gov.vn

Vietnam. Key issues to be considered shall include: the procedure for Prior Informed Consent, Mutually Agreed Terms, Monetary and non-monetary benefits, conditions for change of intent, monitoring, compliance and checkpoints...

The Ministry of Natural Resources and Environment, and the Vietnam Environment Administration in particular, is willing to cooperate with international partners, organizations and experts, and kindly urge for sharing of experiences during our process to develop and strengthen our national ABS system.

I would like to take this opportunity to express our sincere appreciation for your continued support and look forward to having further cooperation in the future.

Yours sincerely,

Dr. Nguyen Van Tai
Director General
CBD National Focal Point
Vietnam Environment Administration
Ministry of Natural Resources and Environment

SUBMISSIONS RECEIVED FROM NON-PARTIES

BANGLADESH	25 January 2016
-------------------	-----------------

With reference to notification 2015-141, issued on 2 December 2015, I am directed to send you the following information from Bangladesh:

(a) Progress towards the ratification or accession to the Nagoya Protocol;

Bangladesh signed the Nagoya Protocol on 6 September 2011. Bangladesh has already developed Biological Diversity Act which is on the process to be passed as a bill by the parliament. On having the domestic legislation in place with the institutional framework to implement the Act, the instrument of ratification or accession will be submitted. Therefore, Bangladesh's ratification of the Nagoya Protocol is dependent on the capacity building on legal and institutional aspects towards ensuring prudent handling of the ABS activities.

(b) Progress towards the implementation of the Nagoya Protocol, including as follows:

(i) The establishment of institutional structures, including the designation of a national focal point on access and benefit-sharing, and one or more competent national authorities and checkpoints;

Under the draft Biological Diversity Act, institutional structure and national focal point is identified, but, the checkpoints, if it denotes to border control or customs have yet to be oriented with necessary training and logistics for controlling ABS issues;

(ii) The adoption, development or revision of legislative, administrative or policy measures on access and benefit-sharing; and

As mentioned in (a), Bangladesh has formulated Biological Diversity Act and it is almost in the last stage to be finalized.

(iii) Any other steps taken towards the implementation of the Protocol.

Bangladesh has taken the ABS issues into consideration in the process of updating of NBSAP.

BELGIUM

25 January 2016



Braulio Ferreira de Souza Dias
Executive Secretary
Secretariat of the Convention on Biological
Diversity
United Nations Environment Programme
413 Saint-Jacques Street, Suite 800
Montreal, Quebec, Canada
H2Y 1N9

Brussels, 22nd January 2016

Subject : CBD Notification 2015-141 - Assessment of Progress in achieving Aichi Biodiversity Target 16 on the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization

Dear Dr Braulio Ferreira de Souza Dias,

The ratification of the Nagoya Protocol has been a priority for Belgium since its adoption in 2010.

The necessary legal processes for completing the ratification have all been launched and are close to being finalized. We are therefore hopeful that Belgium will be present as a Party at the Second meeting of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Nagoya Protocol on Access and Benefit-sharing and we will put all efforts on achieving that goal.

As far as progress towards the implementation of the Nagoya Protocol is concerned, the Regulation (EU) No 511/2014 of the European Parliament and of the Council of 16 April 2014 on compliance measures for users from the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization, that was adopted on 12th October 2014 and that fully entered into force on 12th October 2015, directly applies in Belgium. All concerned administrations working together in a steering group of the CCIEP are in the process of taking the necessary measures to fully implement it.

Please accept, Dr Braulio Ferreira de Souza Dias, the assurance of my highest consideration.

Roland Moreau

CCIEP Chair
General Director, General Directorate (DG5) Environment
Federal Public Service (FPS) Health, Food Chain Security and Environment

COSTA RICA	22 January 2016
------------	-----------------



**Ministerio de Ambiente y Energía
Comisión Nacional para la Gestión de la Biodiversidad
(CONAGEBIO)**

22 de enero del 2016

Señor
Braulio Ferreira de Souza Dias
Secretario Ejecutivo
Convenio sobre la Diversidad Biológica
Montreal, Canadá.

Excelentísimo señor:

Me dirijo a usted en relación a la Notificación CDB 2015-141 - **Assessment of Progress in achieving Aichi Biodiversity Target 16 on the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization.**

Al respecto, el Gobierno de Costa Rica considera pertinente enviar la siguiente información:

(a) Progreso hacia la ratificación del Protocolo de Nagoya

Costa Rica firmó Protocolo de Nagoya en el año 2011 e inició el proceso de socialización del mismo en la Asamblea Legislativa desde el año 2012. A continuación se hace una síntesis de dicho proceso:

Año 2012

- 04 de enero: El Poder Ejecutivo presenta ante la Asamblea Legislativa el proyecto de ley para la ratificación del Protocolo de Nagoya.
- 01 de febrero: Se pasa el expediente a la Comisión de Ambiente para que rinda dictamen.
- 21 de marzo: El Decreto Ejecutivo 37.049-MP incluye el expediente en sesión extraordinaria.
- 18 de abril: Publicación en la Gaceta.
- 30 de abril: Se recibe el expediente en la Comisión de Ambiente.
- 26 de julio: Se solicita consultar el proyecto a diferentes instituciones y se nombra una subcomisión integrada por los diputados Alfonso Pérez, José María Villalta y la diputada Rita Chaves.
- 14 de setiembre: La Comisión de Ambiente emite el Informe Jurídico Socio ambiental.

Año 2013

- 14 de agosto: El Decreto Ejecutivo 37857-MP incluye el expediente en sesiones extraordinarias.

Tel: 2253-8416 Fax 2234-1254 ext. 118

www.conagebio.go.cr

Dirección: B° Los Yoses, 100 norte Corte Interamericana de Derechos Humanos

**Ministerio de Ambiente y Energía
Comisión Nacional para la Gestión de la Biodiversidad
(CONAGEBIO)**

-
- 24 de octubre: Se recibe en audiencia a la Sra. Marta Lilliana Jiménez, Directora Ejecutiva de la Oficina Técnica de la CONAGEBIO para informar sobre el Protocolo de Nagoya.
 - 31 de octubre: Se recibe en audiencia a la Sra. Silvia Rodríguez, para informar sobre la posición de Red de Coordinación en Biodiversidad.
 - 5 noviembre: Se solicita que el proyecto de ley sea consultado a las Asociaciones de Desarrollo Integral de los territorios indígenas.

Año 2014

- 30 de enero: Emite criterio la Procuraduría General de la República.

Año 2015

- 7 de abril: Se incluye el proyecto en sesiones extraordinarias.
- 16 de abril: Se pospone la discusión del fondo del proyecto.
- 23 de abril: Se retira de sesiones extraordinarias.
- 30 de julio: Decreto Ejecutivo 39111-MP incluye el expediente en sesiones extraordinarias.
- 10 de diciembre: Se recibe en audiencia a la Sra. Angela González Grau, Directora Ejecutiva de la Oficina Técnica de la CONAGEBIO y a la Sra. Patricia Madrigal Cordero, Presidenta de la Comisión Plenaria de la CONAGEBIO, para informar sobre la posición de CONAGEBIO sobre el Protocolo de Nagoya

Año 2016

- 20 de enero: Se realiza una reunión bilateral con diputados de la Comisión de Ambiente de la Asamblea Legislativa para aclarar puntos específicos sobre el Protocolo de Nagoya.

(b) Progreso hacia la implementación del Protocolo de Nagoya, incluyendo lo siguiente:

(i) Establecimiento de estructuras institucionales, incluyendo la designación de un Punto Focal Nacional de Acceso y Participación de Beneficios y una o más Autoridades Nacionales Competentes y Puntos de Verificación.

La Ley de Biodiversidad #7788 (1998) crea a la Comisión Nacional para la Gestión de la Biodiversidad (CONAGEBIO) y su Oficina Técnica (OT), como un órgano de desconcentración máxima del Ministerio de Ambiente y Energía (MINAE) y cuya misión es articular la gestión integral de la biodiversidad, para contribuir a su conservación y uso sostenible, promoviendo la participación de la sociedad y la distribución justa y equitativa de los beneficios derivados.

Tel: 2253-8416 Fax 2234-1254 ext. 118

www.conagebio.go.cr

Dirección: B° Los Yoses, 100 norte Corte Interamericana de Derechos Humanos

Ministerio de Ambiente y Energía
Comisión Nacional para la Gestión de la Biodiversidad
(CONAGEBIO)

De conformidad con el Artículo 15 de la Ley de Biodiversidad, la Comisión Plenaria está integrada por las siguientes Instituciones:

- El Ministro (a) de Ambiente y Energía, quién preside el Órgano.
- El Ministro (a) de Agricultura y Ganadería.
- El Ministro (a) de Salud o sus representantes.
- El Director (a) Ejecutivo (a) del Sistema Nacional de Áreas de Conservación.
- Un representante del Instituto Costarricense de Pesca y Acuicultura (INCOPECA).
- Un representante del Ministerio de Comercio Exterior.
- Un representante de la Asociación Mesa Nacional Indígena.
- Un representante de la Asociación Mesa Nacional Campesina.
- Un representante del Consejo Nacional de Rectores.
- Un representante de la Federación Costarricense para la Conservación del Ambiente.
- Un representante de la Unión Costarricense de Cámaras de la Empresa Privada.

Las responsabilidades de la CONAGEBIO están dirigidas principalmente a formular las políticas nacionales referentes a la conservación, el uso sostenible de la biodiversidad y sobre el tema de educación, conciencia pública, investigación y transferencia de tecnología. Es el órgano competente para definir y vigilar por el cumplimiento de las normas de acceso a los recursos genéticos y bioquímicos, como bienes de dominio público, garantizando el respeto, la conservación y recuperación del conocimiento tradicional asociado al uso de los elementos de la biodiversidad.

Asimismo, esta Comisión ejecuta sus acuerdos y resoluciones por medio del Director(a) Ejecutivo(a) de la Oficina Técnica. Dicha Oficina Técnica está compuesta además por un grupo de profesionales con formación académica de diferentes disciplinas y tiene dentro de sus responsabilidades gestionar las solicitudes de acceso a los recursos de la biodiversidad, coordinar con las Áreas de Conservación, el sector privado, los pueblos indígenas y las comunidades campesinas lo relativo al acceso; organizar y mantener actualizado un registro de solicitudes de acceso de los elementos de la biodiversidad, de las colecciones *ex situ* y de las personas físicas o jurídicas que se dediquen a la manipulación genética; recopilar y actualizar la normativa referente al cumplimiento de los acuerdos y las directrices en materia de biodiversidad.

Debe mencionarse que la CONAGEBIO, a través de su Oficina Técnica, ha hecho valiosos esfuerzos en implementar el sistema de acceso a recursos genéticos y bioquímicos de la biodiversidad y la distribución de beneficios derivados de su utilización. Además, bajo este sistema, tiene la responsabilidad de proteger el conocimiento tradicional asociado a los recursos genéticos de la biodiversidad.

Como consta en el ABS-CH, Costa Rica ya designó un Punto Focal Nacional de Acceso y Participación de Beneficios (M.Sc. Melania Muñoz García, bióloga de la OT-CONAGEBIO) y una Autoridad Nacional Competente (M.Sc. Ángela González Grau, Directora Ejecutiva de la OT-CONAGEBIO). Aún no ha designado Puntos de Verificación.

Tel: 2253-8416 Fax 2234-1254 ext. 118

www.conagebio.go.cr

Dirección: B° Los Yoses, 100 norte Corte Interamericana de Derechos Humanos



**Ministerio de Ambiente y Energía
Comisión Nacional para la Gestión de la Biodiversidad
(CONAGEBIO)**

(ii) Adopción, desarrollo o revisión de medidas legislativas, administrativas o de política sobre acceso y distribución de beneficios

En el año 1998 se publica la Ley de Biodiversidad #7788 y desde entonces, se han creado los reglamentos para acceso a recursos genéticos en condiciones tanto *in situ* como *ex situ*. Dicha normativa contempla, como requisito para el otorgamiento de permisos de acceso, la firma de un contrato de Consentimiento Previamente Informado entre el proveedor y el usuario del recurso, el cual incluye tanto los componentes de la investigación como las condiciones mutuamente acordadas que garantizan la distribución justa y equitativa de los beneficios que se deriven de la utilización de la biodiversidad, sean estos monetarios o no monetarios. Estos reglamentos se citan a continuación:

- Normas Generales para el Acceso a los Elementos y Recursos Genéticos y Bioquímicos de la Biodiversidad y la protección del conocimiento asociado. Decreto Ejecutivo N° 31514-MINAE, publicado en La Gaceta N° 241 del 15 de diciembre del 2003.
- Reglamento para el Acceso a los Elementos y Recursos Genéticos y Bioquímicos de la Biodiversidad en condiciones *ex situ*. Decreto Ejecutivo N° 33697, La Gaceta N° 74 del 18 de abril del 2007.

Además, se cuenta actualmente con un borrador de reglamento que describe *el procedimiento para la aplicación de las sanciones administrativas ante el acceso no autorizado de los recursos genéticos y bioquímicos realizado en el territorio costarricense*. Con la implementación de este reglamento se pretende fortalecer el cumplimiento de la legislación nacional en términos de acceso.

Por otro lado, el Estado, mediante la Ley de Biodiversidad, reconoce y protege expresamente, bajo el nombre común de Derechos intelectuales comunitarios *sui generis*, los conocimientos, las prácticas e innovaciones de los pueblos indígenas y las comunidades locales. Los permisos de acceso a recursos genéticos en territorios indígenas y al conocimiento tradicional asociado, se otorgarán conforme al proceso participativo definido por las comunidades indígenas y campesinas, el cual determina la forma en que el derecho intelectual comunitario *sui generis* será utilizado, quien ejercerá su titularidad y los destinatarios de sus beneficios, esto de acuerdo a la legislación nacional y al Convenio 169 de la Organización Internacional del Trabajo (OIT).

Durante el primer semestre del año 2015 la CONAGEBIO en coordinación con la Mesa Nacional Indígena llevó a cabo en Costa Rica un Plan Piloto con dos Pueblos indígenas, referente a la elaboración de la “Propuesta normativa sobre los Derechos intelectuales comunitarios *sui generis* relacionados a la protección del conocimiento tradicional y a los elementos intangibles asociados”, con la finalidad de proponer de forma comunitaria las bases de una propuesta normativa que regule los denominados “Derechos intelectuales comunitarios *sui generis*”. Dentro de esta experiencia se procedió a analizar, asimismo, la figura del Proceso participativo y su relación con la Consulta indígena, en el cumplimiento del artículo 83 de la Ley de Biodiversidad.

Este Plan Piloto se desarrolló en dos territorios indígenas del Pueblo Bribri: Talamanca-Bribri y Cabagra, ubicadas en la vertiente Caribe y Pacífico de la Cordillera de Talamanca, respectivamente. Posteriormente los resultados de este Plan Piloto servirán de base para establecer, a nivel nacional, el proceso participativo

Ministerio de Ambiente y Energía
Comisión Nacional para la Gestión de la Biodiversidad
(CONAGEBIO)

con las comunidades indígenas y campesinas para determinar la naturaleza, los alcances y requisitos de los derechos intelectuales comunitarios *sui generis* y su normativa.

Actualmente la OT-CONAGEBIO está gestionando ante las instancias del Gobierno de Costa Rica la utilización de recursos del Fondo Mundial para el Medio Ambiente, en su ventana 6, para llevar a cabo este proceso a escala nacional.

(iii) Otros aspectos hacia la implementación del Protocolo de Nagoya.

Entre enero del 2004 y enero del 2016, la Oficina Técnica de la CONAGEBIO ha otorgado 431 permisos de acceso a los elementos y recursos genéticos y bioquímicos de la biodiversidad (en adelante llamados permisos de acceso) y se han firmado 324 contratos de Consentimiento Previamente Informado. De estos permisos de acceso otorgados, la gran mayoría (88%) son de investigación básica y el restante 12% son para proyectos de biosprospección.

Los sitios donde se hacen mayor cantidad de accesos a los recursos genéticos dentro del territorio nacional son las Áreas Silvestres Protegidas, las cuales tienen diferentes categorías de manejo y son administradas por el Sistema Nacional de Áreas de Conservación (SINAC). Las colecciones *ex situ* de recursos de la biodiversidad son el segundo proveedor más importante, esto puede deberse a que algunos centros de investigación ya han colectado y tienen almacenado material biológico muy valioso, que con el tiempo deciden utilizar para hacer investigación genética.

Después de otorgar los permisos de acceso, la Oficina Técnica de la CONAGEBIO, lleva a cabo actividades de monitoreo y control. Para esto se hacen visitas a los proyectos seleccionados, ya sea durante su etapa de muestreo en el campo, las colecciones *ex situ* o a los laboratorios donde se lleva a cabo la investigación. Principalmente se verifica que los términos del permiso se cumplan en cuanto a sitios de acceso, especies autorizadas, tipo y tamaño de la muestra, metodologías utilizadas para el muestreo. Además se comprueba que los individuos capturados sean liberados en buen estado a su hábitat natural y que el muestreo no afecte otros organismos ajenos a la investigación. Además de la visitas de campo, se llevan a cabo revisiones periódicas en bases de datos sobre propiedad intelectual, secuencias genómicas (por ejemplo GenBank), Autoridades Internacionales de Depósito y publicaciones en revistas científicas, con el fin de detectar accesos ilegales.

En el año 2015 se publicó la Política Nacional de Biodiversidad 2015-2030 (PNB), cuyo proceso de elaboración fue liderado por la CONAGEBIO y el SINAC (Sistema Nacional de Áreas de Conservación). Para desarrollar esta tarea se tomó como marco de referencia el Plan Estratégico de la Diversidad Biológica 2011-2020, las Metas Aichi del CDB y ordenamiento jurídico nacional e internacional que regula este tema. En los lineamientos 3.5, 3.6 y 3.7 de la PNB queda explícito como prioridad país el tema del acceso a los recursos genéticos y bioquímicos, la protección del conocimiento tradicional asociado y la distribución justa y equitativa de los beneficios derivados de su utilización. Actualmente, se está desarrollando la Estrategia Nacional de Biodiversidad (ENB) y su Plan de Acción, cuya publicación está planeada para el primer semestre del 2016.

Tel: 2253-8416 Fax 2234-1254 ext. 118

www.conagebio.go.cr

Dirección: B° Los Yoses, 100 norte Corte Interamericana de Derechos Humanos



**Ministerio de Ambiente y Energía
Comisión Nacional para la Gestión de la Biodiversidad
(CONAGEBIO)**

Actualmente, la OT-CONAGEBIO, trabaja en el desarrollo de una nueva página web y un Sistema Digital en línea, para facilitar el acceso a la información y agilizar el procedimiento para solicitar permisos de acceso a los recursos genéticos y bioquímicos.

En conclusión, a pesar de que Costa Rica aún no ha ratificado el Protocolo de Nagoya, está llevando a cabo el debido proceso de socialización del mismo en la Asamblea Legislativa y lo está implementando en forma parcial mediante la legislación nacional vigente.

De usted con toda consideración y respeto.

M.Sc. Melania Muñoz García
Punto Focal ABS
Gobierno de Costa Rica

Cc. Lic. Patricia Madrigal Cordero, Viceministra de Ambiente y Presidenta de CONAGEBIO
M.Sc. Angela González Grau, Directora Ejecutiva Oficina Técnica - CONAGEBIO.
Lic. Eugenia Arguedas Montezuma, Punto Focal CDB

JAPAN	29 January 2016
--------------	-----------------

Information on progress towards the accession to and the implementation of
the Nagoya Protocol from Japan

(a) Progress towards the ratification or accession to the Nagoya Protocol;

The Government of Japan signed the Nagoya Protocol in May 2011. While the Government of Japan set the target domestically: *“Aim to conclude the Nagoya Protocol on ABS as early as possible and implement the domestic measures for the Protocol by 2015 at the latest.”* in its National Biodiversity Strategy of Japan 2012-2020 (Cabinet Decision in 2012), domestic measures necessary for Japan to conclude the Protocol are currently being considered by relevant ministries in the Government, taking into account the opinions from various stakeholders including the private sector, academic fields and NGOs, since the utilization of genetic resources relates to a wide range of business and research activities.

The Government of Japan will further work on the consideration, and it aims to conclude the Protocol at the earliest possible time.

(b) Progress towards the implementation of the Nagoya Protocol, including as follows:

- (i) The establishment of institutional structures, including the designation of a national focal point on access and benefit-sharing, and one or more competent national authorities and checkpoints;
- (ii) The adoption, development or revision of legislative, administrative or policy measures on access and benefit-sharing;

Japan is considering domestic measures which are under discussion among relevant Ministries as mentioned above.

(iii) Any other steps taken towards the implementation of the Protocol.

For Japanese users such as the private sector and academic researchers, the relevant ministries and organizations have organized several workshops and symposia to promote appropriate understanding of the Protocol and related issues. In addition, Japan has also been promoting appropriate access and benefit-sharing by Japanese users, including through providing consultation service for users.

SERBIA

11 January 2016



**Republic of Serbia
MINISTRY OF AGRICULTURE AND
ENVIRONMENTAL PROTECTION**

No. 353-01-16/16-17

Date: 5 January 2016

Nemanjina 22-26

Belgrade

**Braulio Ferreira de Souza Dias
Executive Secretary
Secretariat of the Convention on Biological Diversity
413, Saint Jacques Street, suite 800
Montreal QC H2Y 1N9
Canada**

Dear Mr. Braulio Ferreira de Souza Dias,

In response to notification of 2 December 2015 Ref.: SCBD/NP/VN/BG/jh/85225 I would like to inform you on progress towards achieving one of the three objectives of the Convention: the fair and equitable sharing of benefits arising from the utilization of genetic resources and to achieving Aichi Biodiversity Target 16.

(a) Progress towards the ratification or accession to the Nagoya Protocol has been made and the Law on Ratification of Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization is in adoption procedure. It is expected to be adopted in the first half of 2016.

(b) Implementation of the Nagoya Protocol will include adoption of legislative framework regarding the establishment of institutional structures and competent national authorities. The national focal point has been already designated. Overall competent authority is the Ministry of Agriculture and Environment, in accordance with the Law on Ministries ("Official Gazette of RS", No. 44/14).

Implementation of Nagoya Protocol will be fully in place in 2017, after the revision of the Law on Nature Protection and its adoption in the Parliament. This process is followed by implementation of the Regulation (EU) No 511/2014 of the European Parliament and of the Council of 16 April 2014 on compliance measures for users from the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable Sharing of Benefits Arising from their Utilization in the Union.

Sincerely,

STATE SECRETARY

Professor Zoran Rajić, PhD

SWAZILAND

22 January 2016



SWAZILAND ENVIRONMENT AUTHORITY

RHUS Office Park
Lot 195, Karl Grant Street
Mbabane

P.O.Box 2602
Mbabane, Swaziland
Tel: 2404 6960/7893 Fax: 2404 1719
Email: reception@sea.org.sz or ceosec@sea.org.sz
www.sea.org.sz

22nd January 2016

Braulio Ferreira de Souza Dias
Executive Secretary
Secretariat of the Convention on Biological Diversity
United Nations Environment Programme
413 Saint-Jacques Street, Suite 800
Montreal, Quebec, Canada
H2Y 1N9

Tel: +1 514 288 2220
Fax: +1 514 288 6588

Dear Madam

**RE: REASSESSMENT OF PROGRESS IN ACHIEVING AICHI BIODIVERSITY TARGET 16 ON
THE NAGOYA PROTOCOL ON ACCESS TO GENETIC RESOURCES AND THE FAIR AND
EQUITABLE SHARING OF BENEFITS ARISING FROM THEIR UTILIZATION**

1.0 Background

The Swaziland Environment Authority (SEA) is a government agency designated with addressing environmental issues at global and national level. SEA derives its mandate from the Environmental Management Act (EMA) of 2002. SEA has been entrusted with the coordination of all environmental issues in Swaziland as well as the enforcement of the EMA and all regulations under it. The SEA is the organ of the Swaziland government entrusted with the coordination of all Multilateral Environmental Agreements. For this reason, the SEA is also entrusted with facilitating and ensuring the country's ratification to the Nagoya Protocol on Access and Benefit sharing subsequent to the institution's designation as the National ABS Focal Point.

2.0 Ratifying the Nagoya Protocol

Swaziland has not yet ratified the Protocol. Nonetheless, significant measures are being undertaken to ensure the country's accession to the Protocol. Moreover, ensuring its operation by 2016 as envisaged in the country's second NBSAP. Ratification documents were presented to cabinet and approved in January 2015. These were consecutively forwarded to the Attorney General's office where they were approved in 2015. At the moment, these are pending approval by the parliamentary joint sitting during the first

session of 2016. Thereafter, they shall be presented to the head of state for his assent. From there, they shall be deposited with the Secretariat through the Ministry of Foreign Affairs.

3.0 Implementation of the Protocol

3.1 Institutional structures

The Swaziland Environment Authority has been designated the National Focal Point on the Protocol. However, extensive consultations are ongoing with key stakeholders in pursuit of establishing the other institutional structures. In addition, a consultant has been engaged to assist in developing administrative measures/guidelines to implement the Protocol in the part of the legal framework. Part of the Terms of Reference of this consultancy was to advise on a coordinated approach to implement the protocol following that different institutions/ministries play different roles in ABS issues. This shall include recommending the other institutional coordination structures as stipulated in Articles 13 and 17 of the Protocol.

3.2 Legislation, administrative or policy measures to implement the Protocol

A Draft ABS Bill was formulated in 2007, however the adoption of the Protocol in 2010, means that this draft Bill has to be revised to be aligned with the Protocol. In view of such, as stated in 3.1 above, administrative guidelines to implement the Protocol are under development. These shall also inform the Draft Bill, which shall be finally adopted by the country.

3.3 Other steps taken to implement the Protocol

Swaziland was a recipient of the UNEP Global Small Scale Funding to support countries to ratify the Protocol. This funding supported a national project aimed at raising awareness and developing capacity to key stakeholders groups of the implications and opportunities that result from acceding to the Nagoya Protocol as well as ensuring that Institutional, policy, legal and regulatory frameworks are properly evaluated to allow decision-makers to take informed decisions on the implication of acceding and implementing it.

Project Achievements

- A National ABS Steering Committee with comprehensible terms of reference was formulated.
- An Information and Awareness Strategy developed and approved by the National Project Steering Committee.
- A situational Analysis on ABS issues in Swaziland undertaken and a report developed and approved by the Project Steering Committee.
- ABS training and awareness toolkits for stakeholders developed and ready for use.
- One National Sensitisation workshop for all key stakeholders including traditional healers, Indigenous knowledge holders, Traders, policy makers, regulators etc was conducted.

-
- Regional sensitisation workshops for the country's Traditional leaders (Chiefs) were undertaken in 3 regions of the country.



ISAAC G. DLADLA
ACTING EXECUTIVE DIRECTOR
(ABS Focal Point)
